



## Conseil économique et social

Distr. générale  
16 février 2018

Original: anglais



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture

Commission économique pour l'Europe

Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture

Comité des forêts et de l'industrie forestière

Commission européenne des forêts

Soixante-quinzième session  
Varsovie, 9-13 octobre 2017

Trente-neuvième session  
Varsovie, 9-13 octobre 2017

# Rapport de la session conjointe du Comité des forêts et de l'industrie forestière et de la Commission européenne des forêts

## I. Introduction

1. À l'invitation du Gouvernement polonais, la session conjointe du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la Commission économique pour l'Europe (CEE) (soixante-quinzième session) et de la Commission européenne des forêts (CEF) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (trente-neuvième session) s'est tenue à Varsovie (Pologne) du 9 au 13 octobre 2017. Plus de 280 participants y ont assisté.

## II. Participation

2. Étaient présentes des délégations des 42 États membres suivants: Albanie, Allemagne, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Monténégro, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Turquie et Ukraine.

3. Un représentant de la Commission européenne a aussi assisté à la session.

4. Le Secrétariat du Forum des Nations Unies sur les forêts (FNUF) était également représenté.

5. Une organisation intergouvernementale a participé à la réunion, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA).

6. Des représentants de la Conférence Ministérielle pour la protection des forêts en Europe (Forest Europe) étaient présents.

7. Des représentants des organisations non gouvernementales (ONG) ci-après ont assisté à la session: Alliance internationale des familles forestières, Armenia Tree Project, Association des forêts d'État européennes, Association of Polish Papermakers (SPP), Bureau de promotion des produits du bois du Québec (QWEB), Central Union of Agricultural Producers and Forest Owners (MTK), Confédération européenne des propriétaires forestiers (CEPF), Crann – Trees for Ireland, Ekoinbud, Forest and Wood Products Research and Development Institute (MeKA), Forest Friends Association, Forest Research Institute, Forest Stewardship Council, Greenpeace, Institute of Forest (Fédération de Russie), International Forestry Students' Association (IFSA), Programme de reconnaissance des certifications forestières, Planta Panta Tree International, Québec Arbres, Stichting Probos, Swedish Forest Industries Federation, Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) (Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale), Union of European Foresters (UEF), Union of Timber Manufacturers and Exporters of Russia et World Wildlife Fund (WWF). Un certain nombre de représentants d'autres organisations, du secteur privé, d'entités locales, du monde universitaire et des médias ont assisté à la session, à l'invitation du Secrétariat.

### **III. Ouverture de la réunion**

8. Mme Marta Gaworska (Pologne), Présidente du Comité des forêts et de l'industrie forestière (dénommé ci-après le Comité) et coprésidente de la session, a ouvert la réunion. Elle a souhaité la bienvenue aux délégués et a présenté les orateurs qui allaient s'exprimer à la séance d'ouverture: M. Manoel Sobral, Directeur du FNUF, Mme Yuriko Shoji, Représentante régionale adjointe de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale, et M. Andrey Vasilyev, Secrétaire exécutif adjoint de la CEE.

9. M. Manoel Sobral a souligné que la CEE et la FAO pouvaient se faire les champions de la mise en œuvre du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030), au vu de la longue tradition de gestion durable des forêts dans la région. Il a rappelé que le FNUF organisait une réunion des organisations régionales à Nairobi le mois suivant, afin de réfléchir aux contributions importantes que les organisations régionales pouvaient apporter au Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030). Il a également rappelé que le Forum politique de haut niveau pour le développement durable se pencherait en 2018 sur l'objectif de développement durable (ODD) 15, qui concerne la vie terrestre.

10. Mme Yuriko Shoji est revenue sur les 70 ans de coopération entre la CEE et la FAO et a souligné combien il était important de poursuivre ce partenariat, dans le respect mutuel des avantages comparatifs de chaque entité, afin de promouvoir les synergies et d'encourager le renforcement de la coopération avec les partenaires essentiels. Elle a remercié le Gouvernement tchèque d'avoir accueilli la manifestation anniversaire le mois précédent.

11. M. Andrey Vasilyev a rappelé que la zone de compétence de la CEE comprenait 43 pour cent des forêts du monde et fournissait 60 pour cent de la production mondiale de bois rond industriel et de produits forestiers apparentés. Par conséquent, la région a un rôle crucial à jouer dans la mise en œuvre du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030). M. Vasilyev a également évoqué les 70 ans du partenariat avec la FAO et a remercié le Gouvernement tchèque d'avoir accueilli la manifestation.

## IV. Adoption de l'ordre du jour (point 1 de l'ordre du jour)

*Documentation:* ECE/TIM/2017/1-FO:EFC/2017/1

12. M. Kenan Kilic (Turquie), Président de la Commission européenne des forêts (dénommée ci-après la Commission) et coprésident de la session, a souhaité la bienvenue aux participants et a présenté l'ordre du jour provisoire.
13. L'ordre du jour a été adopté avec les modifications suivantes:
  - a) Le point 3 a) a été déplacé sous le point 2 de l'ordre du jour annoté («Questions communes au Comité et à la Commission»);
  - b) Au titre du point 2 i) («Questions diverses»), il a été convenu de traiter la coopération entre les secrétariats de la CEE et de la FAO.
14. Plusieurs participants ont exprimé des préoccupations quant à l'exhaustivité du projet de Programme de travail intégré et ont demandé que davantage de temps soit consacré au débat sur ce sujet.

## V. Questions communes au Comité et à la Commission (point 2 de l'ordre du jour)

### a) Questions relatives aux politiques forestières mondiales

*Documentation:* ECE/TIM/2017/3-FO: EFC/2017/3

15. M. Manoel Sobral, Directeur du FNUF, a présenté le Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) et les prochaines étapes de sa mise en œuvre. Il a souligné que la mise en œuvre reposait sur les pays, en particulier dans le cadre des contributions nationales soumises à titre volontaire.
16. La Commission et le Comité ont encouragé les pays à:
  - a) Participer activement aux travaux du FNUF et à la mise en œuvre du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) en vue de définir et d'adopter des contributions nationales à caractère volontaire aux niveaux régional et national, dans la mesure où elles ont trait aux forêts en ce qu'elles renforcent les contributions socioéconomiques des forêts, et de suivre les progrès accomplis, en utilisant l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts et les programmes forestiers nationaux (PFN) comme cadres de mise en œuvre;
  - b) Poursuivre les efforts visant à intégrer les interventions liées au changement climatique dans les PFN et à faire en sorte que les stratégies et plans d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets tiennent dûment compte des forêts, et définir et mettre en œuvre des contributions déterminées au niveau national dans le domaine des forêts.
17. La Commission et le Comité se sont félicités des activités menées conjointement par la CEE et la FAO et les ont invitées, dans la limite de leurs mandats respectifs, à:
  - a) Continuer à fournir un appui aux pays pour la mise en œuvre des ODD et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (dénommé ci-après le Programme 2030) dans la mesure où ils sont liés aux forêts, ainsi que du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030), en coopération avec les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF);

b) Tenir les États membres et les autres parties prenantes informés de l'évolution des politiques forestières mondiales et régionales, en s'appuyant également sur les éventuels apports du réseau CEE/FAO de spécialistes des politiques forestières, et contribuer à la réalisation des ODD ainsi qu'à la mise en œuvre et au processus d'examen du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030);

c) Poursuivre le suivi des forêts et les travaux prospectifs dans la région.

**b) Coopération régionale**

18. Mme Ludmila Marušáková, Responsable de l'Unité de liaison de Forest Europe à Bratislava, a donné aux participants des informations sur les activités de coopération avec la CEE et la FAO. Les délégués se sont réjouis de la coopération améliorée et ont souligné combien il était important de continuer à mener des activités conjointes, tout en évitant les chevauchements et en renforçant les synergies. Plusieurs délégués ont insisté sur la nécessité de conclure un accord concernant l'utilisation des trois logos et les droits d'auteur de l'*État des forêts en Europe*.

19. M. Antoine Nunes, Chargé des affaires environnementales à la CEE, a donné aux participants des informations sur les activités d'examen de la performance environnementale menées par la CEE à l'appui de la coopération entre la Section des forêts et du bois de la CEE/FAO et la Division de l'environnement de la CEE.

20. Les pays ont été invités à participer au concours sur le thème «Les jeunes dans les forêts d'Europe».

**c) Soixante-dixième anniversaire du partenariat CEE/FAO**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/Inf.1-FO:EFC/2017/Inf.1

21. Mme Natálie Benešová, du Département des politiques et de l'économie forestières du Ministère tchèque de l'agriculture, et M. Tomáš Krejzar, Directeur du Département des politiques et de l'économie forestières du Ministère tchèque de l'agriculture, ont donné aux délégués des informations sur les célébrations du soixante-dixième anniversaire du partenariat entre la CEE et la FAO, qui se sont déroulées à Mariánské Lázně (République tchèque) du 5 au 7 septembre 2017. Pendant la réunion, les participants ont examiné et approuvé un message d'anniversaire, proposé par la République tchèque. Ce message met en lumière les résultats importants qui ont été obtenus dans la région en 70 ans dans le domaine de la protection et de la gestion des forêts, ainsi que la nécessité de coopérer afin de relever les défis à venir. Le message d'anniversaire figure dans le document portant la cote ECE/TIM/2017/Inf.1-FO:EFC/2017/Inf.1. Par ailleurs, les participants se sont référés au débat sur la certification des forêts, qui a eu lieu à la même réunion. Le Comité et la Commission ont remercié le Gouvernement tchèque d'avoir accueilli cette manifestation importante.

**d) Rapport du Groupe de travail**

*Documentation:* ECE/TIM/EFC/WP.2/2017/2

22. M. Jeffrey Prestemon (États-Unis d'Amérique), en sa qualité de Président du Groupe de travail mixte CEE/FAO sur les statistiques forestières, l'économie et la gestion, a présenté le rapport de la trente-neuvième session du Groupe de travail mixte, qui s'est tenue à Genève du 29 au 31 mars 2017. Sa présentation était axée sur le point 6 («Orientations concernant les domaines d'activité»). Elle est disponible en intégralité sur le site Internet de la Section des forêts et du bois de la CEE/FAO: <http://www.unece.org/forests/las2017>.

23. Le Comité et la Commission se sont dits satisfaits des travaux du Groupe de travail mixte et de l'équipe de spécialistes placée sous son autorité, et ont souligné que toutes les équipes de spécialistes jouaient un rôle crucial à l'appui de la mise en œuvre du Programme de travail intégré et en tant que plateforme d'échanges entre les États membres en matière d'expertise technique.

**e) Examen des activités de 2017 et activités et publications prévues en 2018**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/4-FO:EFC/2017/4

24. Les délégués ont examiné une liste contenant des informations sur les activités de 2017 et les activités prévues en 2018. Le Comité et la Commission l'ont approuvée.

**f) Évaluation des ressources forestières 2020 – amélioration et rationalisation des rapports internationaux**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/5-FO:EFC/2017/5

25. M. Anssi Pekkarinen, Forestier principal à la FAO, et M. Roman Michalak, Forestier à la Section des forêts et du bois de la CEE/FAO, ont donné aux participants des informations sur les préparatifs de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2020 et les projets de collecte conjointe CEE/FAO/Forest Europe de données sur les forêts et leur gestion durable.

26. La Commission et le Comité ont encouragé les pays à:

- a) Participer activement au processus de transmission d'informations aux fins de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2020, y compris l'examen et la validation des produits de la télédétection;
- b) Collaborer avec la CEE, la FAO et les institutions partenaires en vue de créer des synergies en matière de collecte, d'analyse et de gestion des données, et de réduire les chevauchements d'activités;
- c) Prêter un appui à la mise en œuvre de la proposition CEE/FAO/Forest Europe en faveur de l'établissement de rapports paneuropéens.

27. La Commission a demandé à la FAO de:

- a) Continuer à réfléchir à l'élaboration de la notion d'ensemble mondial essentiel et à contribuer à la collecte de données aux fins des indicateurs pertinents au regard de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2020;
- b) Poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre de la nouvelle plateforme en ligne de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2020, qui servira à communiquer, sur la base du volontariat, des contributions produites à l'occasion de manifestations, ainsi que des examens et des rapports annuels sur les indicateurs 15.1.1 et 15.2.1 des ODD;
- c) Renforcer encore le Questionnaire collaboratif sur les ressources forestières et envisager des possibilités de l'élargir en y incluant des critères et des indicateurs régionaux;
- d) Mettre à disposition les ensembles de données spécifiques aux pays qui sont obtenus par télédétection afin qu'ils soient validés au niveau national et fournir les outils et l'appui nécessaires à l'analyse et à la gestion des données;
- e) Commencer les activités de renforcement des capacités en ce qui concerne les méthodes de télédétection et l'infrastructure nationale relative aux données spatiales.

28. La Commission et le Comité ont demandé à la FAO et à la CEE de continuer à travailler avec Forest Europe en vue de mettre en œuvre la collecte conjointe CEE/FAO/Forest Europe de données sur les forêts et leur gestion durable et de coordonner

ces activités avec la transmission de données au niveau mondial, dans la mesure du possible et de manière rentable. Ils ont suggéré de réviser les modalités de la collecte conjointe de données (ECE/TIM/2017/5-FO:EFC/2017/5, annexe 1, point 17) afin, entre autres, de préciser comment il doit être fait référence à ces informations dans les publications de tiers.

29. La question des droits d'auteur des Nations Unies sur *l'État des forêts en Europe* était considérée comme un point important pour quelques pays.

**g) Système d'évaluation de la gestion des forêts (SEMAFOR)**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/6-FO:EFC/2017/6

30. M. Christopher Prins, consultant indépendant, a présenté les principes du Système d'évaluation de la gestion des forêts et a informé le Comité et la Commission des résultats obtenus et de l'expérience acquise dans le cadre de l'activité d'application pilote qui a été réalisée par l'intermédiaire de l'Équipe de spécialistes du suivi de la gestion durable des forêts. Le Comité et la Commission se sont réjouis des informations fournies et du travail effectué par M. Prins, le Groupe de travail mixte CEE/FAO sur les statistiques forestières, l'économie et la gestion, l'Équipe de spécialistes du suivi de la gestion durable des forêts, les correspondants nationaux et tous les autres experts qui ont contribué à ce projet.

31. Le Comité et la Commission ont souligné l'importance de l'étude pilote. L'outil était considéré comme utile pour élaborer une méthode d'évaluation de la gestion durable des forêts au niveau national. Néanmoins, des préoccupations demeuraient quant à plusieurs difficultés techniques et à la dimension politique de l'outil (définition de seuils communs, par exemple). Les participants ont réfléchi à d'éventuelles activités complémentaires au projet, au niveau tant national que régional, mais aucune activité spécifique n'a été convenue.

**h) Programme de travail intégré**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/7-FO:EFC/2017/7

*Documentation:* ECE/TIM/2017/8-FO:EFC/2017/8

32. Mme Marta Gaworska a présenté le document contenant le projet de Programme de travail intégré et a invité les participants à formuler des observations générales. Après que plusieurs délégations ont fait part de leurs remarques, et à la suite de la proposition des coprésidents, il a été convenu de créer un groupe de contact qui serait chargé de se pencher sur le Programme de travail intégré en marge de la session officielle. Mme Liubov Poliakova (Ukraine) et M. Guy Robertson (États-Unis d'Amérique) ont été invités à coprésider le groupe de contact.

33. Les coprésidents du groupe de contact ont présenté un projet, qui a ensuite été adopté par le Comité et la Commission et qui figure à l'annexe I. Les participants ont décidé de donner au Programme de travail intégré le nom de «Programme de travail intégré de Varsovie», en hommage au pays hôte.

**i) Questions diverses**

34. À la demande d'une délégation, la question de la coopération entre les secrétariats de la CEE et de la FAO a été inscrite à l'ordre du jour. Au titre de ce point, les délégués se sont dits satisfaits de la coopération continue entre la CEE et la FAO et des travaux de la Section des forêts et du bois de la CEE/FAO. Les délégations ont encouragé la CEE et la FAO à poursuivre l'examen de l'Accord de partenariat, selon qu'il conviendra, à la lumière de l'évolution du contexte et des besoins liés à la mise en œuvre du Programme de travail intégré de Varsovie. La CEE et la FAO ont indiqué qu'elles étaient ouvertes à toute remontée d'informations sur les résultats obtenus et ont fait remarquer que les décisions concernant leur Accord de partenariat revenaient à leurs responsables exécutifs respectifs.

**j) Débat sur les marchés (point 3 a) de l'ordre du jour provisoire)**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/9-FO:EFC/2017/9

35. Mme Marta Gaworska a ouvert le débat sur les marchés. Le Secrétariat a présenté le sujet et a fait part des données de base disponibles. Les experts cités ci-après ont participé au débat.

36. Iain Macdonald, Directeur par intérim du TallWood Design Institute, a présenté les faits nouveaux concernant la construction d'immeubles de grande hauteur en bois dans la zone de compétence de la CEE, et plus particulièrement la recherche nord-américaine, la production et l'utilisation des produits, à savoir le bois lamellé croisé. Le débat a porté sur le recours à des outils de politique générale pour encourager l'utilisation du bois, la production du nouveau matériau qu'est le bois lamellé croisé et les économies qu'il est possible de réaliser grâce au bois dans la construction de grands édifices.

37. Lotta Hahn, architecte indépendante, a expliqué en quoi l'évolution de la démographie mondiale, les changements de préférences, les avancées technologiques et les problèmes de durabilité environnementale influenceront sur le développement du secteur de l'ameublement.

38. Andrzej Samborski, expert de la SPP, a décrit la situation actuelle de la Pologne au regard de l'augmentation rapide de sa production et de sa consommation de produits forestiers.

39. Sten Nilsson, Président-Directeur général de Forest Sector Insights AB, a fait part de l'état de la production, du commerce et de la consommation de produits ligneux en Europe. Il a insisté sur les enjeux stratégiques auxquels le secteur était confronté. Les observations et les questions des délégués concernaient les mesures de politique générale destinées à stimuler l'utilisation du bois et les effets des mesures commerciales sur le secteur du bois de sciage en Europe.

40. Nikolai Ivanov, Vice-Président de l'Union of Timber Manufacturers and Exporters of Russia, a présenté les faits nouveaux et les prévisions relatifs au marché des produits forestiers dans la Fédération de Russie aux plans de la production, du commerce et de la consommation. Les observations des délégués avaient trait aux restrictions des exportations et à leur incidence sur le lieu de création de la valeur ajoutée.

41. Russ Taylor, Directeur général de Forest Economics Advisors, a présenté l'évolution du marché nord-américain des produits forestiers, qui a connu une remontée fulgurante concernant tant les prix que la demande de nombreux produits ligneux. Il a donné davantage de détails sur l'état actuel de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux conclu entre les États-Unis d'Amérique et le Canada. Le débat était axé sur les facteurs déterminants de cette croissance (construction et réagencement de logements) et sur l'importance et la portée de la certification des produits forestiers nord-américains.

42. Werner Kurz, Chercheur principal au Service canadien des forêts (Ressources naturelles Canada), a expliqué le rôle du secteur forestier dans l'atténuation du changement climatique. Il a souligné que l'utilisation du bois dans la fabrication de produits durables permettait, selon le modèle choisi par le Canada, de réduire les émissions de carbone, ce qui n'était pas le cas de la production de denrées éphémères comme le papier et l'énergie. Les délégués ont demandé pourquoi seules les forêts faisant l'objet de mesures de gestion étaient prises en compte dans les cibles d'atténuation du changement climatique. Il se trouve que l'objectif est de limiter les émissions anthropogéniques et non les événements naturels, sur lesquels l'être humain n'a pratiquement aucune prise. Le débat a également porté sur le modèle utilisé par le Canada, sa disponibilité, la prise en compte de l'âge des arbres dans ce modèle et la nécessité générale d'approfondir les recherches et de renforcer la collaboration concernant l'estimation des émissions de carbone des forêts qui ne font pas l'objet de mesures de gestion et le remplacement de matériaux de construction à plus forte empreinte carbone

par du bois. Toutes les présentations effectuées pendant le débat sur les marchés sont disponibles sur le site Internet de la Section des forêts et du bois de la CEE/FAO: <http://www.unece.org/forests/las2017>.

43. Les participants ont pris acte des préoccupations croissantes concernant les restrictions commerciales appliquées aux exportations et aux importations, qui risquent d'entraver de plus en plus le libre-échange de produits ligneux non transformés et transformés. Ils ont aussi noté que le fait de prendre en compte l'énergie intrinsèque des bâtiments dans le cadre de l'évaluation du cycle de vie, sur quoi se fonde la prise de décision, pouvait véritablement plaider en faveur de l'utilisation du bois comme matériau de construction dans les États membres de la CEE.

44. Le Comité et la Commission se sont félicités du travail accompli par la Section des forêts et du bois de la CEE/FAO pour organiser le débat sur les marchés. Les vues d'ensemble des marchés et les discussions qui en ont découlé, qui portaient sur les principaux faits nouveaux et facteurs de changement concernant le secteur forestier dans la région, ont été repris dans la déclaration sur les marchés, qui a été examinée par un comité de rédaction et se trouve en annexe au présent rapport (annexe II).

## **VI. Questions intéressant le Comité des forêts et de l'industrie forestière (point 3 de l'ordre du jour)**

### **a) Questions découlant de la soixante-septième session de la Commission économique pour l'Europe**

45. Mme Marta Gaworska, Présidente du Comité, a présenté le point 3 de l'ordre du jour, qui portait sur les questions concernant le Comité.

46. Mme Paola Deda, Secrétaire du Comité, a présenté les décisions adoptées par la CEE à sa soixante-septième session, tenue en avril 2017 à Genève (Suisse), qui intéressaient le Programme de travail intégré de Varsovie. Plus particulièrement, elle a signalé la création du Forum régional sur le développement durable, un mécanisme régional qui permettra de suivre et d'examiner la mise en œuvre du Programme 2030. La prochaine session du Forum, qui aura lieu à Genève les 1<sup>er</sup> et 2 mars 2018, sera l'occasion d'examiner les ODD 7, 12 et 15, qui sont extrêmement pertinents au regard des travaux régionaux sur les forêts. Mme Paola Deda a invité les pays qui souhaiteraient faire part de leur expérience à se rapprocher de la CEE.

47. Le Comité a pris note des informations fournies.

### **b) Questions découlant de la soixante-quatorzième session du Comité**

48. Mme Paola Deda, Secrétaire du Comité, a informé les participants des mesures mises en œuvre pour donner suite aux décisions prises à la dernière session du Comité.

49. Les participants ont pris note de ces renseignements.

### **c) Projet de règlement intérieur du Comité**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/10-FO:EFC/2017/10

50. Les participants ont examiné le projet de règlement intérieur du Comité en s'appuyant sur les documents reçus à la session qui s'était tenue à Engelberg (Suisse) en novembre 2015. Les membres du Comité n'ayant pas pu s'entendre sur la version actuelle ni sur la nécessité pour le Comité, d'une façon générale, de disposer d'un règlement intérieur, ils ont finalement décidé de reporter le débat à la prochaine session. Les observations formulées par les délégués au cours du débat seront prises en compte dans une nouvelle version du projet, qui sera présentée à la prochaine session.



51. En réponse à la demande de certains États membres, qui souhaitaient que la fréquence des réunions du Comité soit modifiée, le Secrétariat a indiqué que toute proposition à cet égard devait être adressée à la CEE.

**d) Programme de travail et publications 2018-2019**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/11-FO:EFC/2017/11

52. La Présidente a présenté le programme de travail du sous-programme 7 de la CEE (forêts et bois).

53. Le programme de travail a été adopté tel qu'il figure dans le document portant la cote ECE/TIM/2017/11-FO:EFC/2017/11, avec les modifications ci-dessous:

- a) Au paragraphe 1, la phrase suivante a été ajoutée après «2019»: «Le présent programme de travail contribue au Programme de travail intégré de la CEE/FAO»;
- b) Au paragraphe 7, le mot «volontaire» a été inséré après «mise en œuvre» dans le segment de phrase «la mise en œuvre du Plan d'action relatif au secteur forestier dans le contexte d'une économie verte».

**e) Cadre stratégique 2020-2021**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/12; FO:EFC/2017/12

54. La Présidente a invité les délégués à examiner et à adopter le Cadre stratégique 2020-2021.

55. Le Comité a adopté le Cadre stratégique 2020-2021 tel qu'il figure dans le document portant la cote ECE/TIM/2017/12-FO:EFC/2017/12, avec les modifications ci-dessous:

- a) Au paragraphe 1, la phrase suivante a été ajoutée après «Division»: «Le présent programme de travail contribue au Programme de travail intégré de la CEE/FAO»;
- b) Au paragraphe 2, le mot «volontaire» a été inséré après «mise en œuvre» dans le segment de phrase «la mise en œuvre du Plan d'action de Rovaniemi relatif au secteur forestier dans le contexte d'une économie verte».

**f) Élection des membres du Bureau**

56. La Présidente et les vice-présidents ont été réélus et resteront en fonctions jusqu'à la fin de la soixante-seizième session. Il s'agit de: Mme Marta Gaworska (Pologne), Présidente, et M. Christoph Dürri (Suisse), M. Guy Robertson (États-Unis d'Amérique) et Mme Maria Sokolenko (Fédération de Russie), vice-présidents.

**g) Date et lieu de la prochaine session**

57. La délégation du Canada s'est proposée pour accueillir la session du Comité en 2018 à Vancouver. Le Comité s'est réjoui de cette proposition. Le Canada se manifesterait auprès du Secrétariat du Comité avant la fin du mois. Le Secrétariat tiendra le Bureau du Comité informé.

58. La délégation de la Fédération de Russie s'est proposée pour accueillir la session conjointe du Comité et de la Commission en 2019. Le Comité s'est félicité de cette proposition. La Fédération de Russie se manifesterait auprès du Secrétariat du Comité et de la Commission en temps voulu. Le Secrétariat tiendra informé le Bureau du Comité et le Comité exécutif de la Commission.

**h) Questions diverses**

59. Aucune question n'a été examinée à ce titre.

## VII. Questions intéressant la Commission européenne des forêts

### a) Suite donnée aux décisions prises à la trente-huitième session de la Commission européenne des forêts

*Documentation:* ECE/TIM/2017/13-FO:EFC/2017/13

60. M. Kenan Kilic, Président de la Commission européenne des forêts de la FAO, a exposé le point 4 de l'ordre du jour, qui portait sur les questions intéressant la Commission.

61. M. Ekrem Yazici, Secrétaire de la Commission, a présenté le document, qui fournit des informations sur les activités entreprises à la suite des demandes formulées par la Commission à sa trente-huitième session.

62. La Commission s'est félicitée de ces activités complémentaires et a demandé à la FAO:

a) D'intégrer des activités liées à l'adaptation dans les travaux sur le changement climatique, en soulignant l'importance de l'approche selon laquelle il n'y a «pas d'atténuation sans adaptation»;

b) De renouveler la collaboration avec le Groupe consultatif sur la connaissance des forêts, afin de fournir des indications visant à moderniser les initiatives éducatives relatives aux forêts.

### b) Activités du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale dans le domaine des forêts

63. M. Norbert Winkler, Forestier au Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale, a présenté les activités menées par ce Bureau en 2016-2017.

64. M. Peter Pechacek, Forestier au Bureau sous-régional de la FAO pour l'Asie centrale, a décrit les activités entreprises par ce Bureau en 2016-2017.

65. Les délégués ont réservé un accueil favorable à ces présentations et se sont dits satisfaits des travaux de la FAO dans la région. Ils ont demandé que les informations concernant les travaux de l'Organisation dans le domaine des forêts pour l'ensemble de la région soient mises à disposition avant les sessions futures. En outre, ils ont souhaité obtenir des renseignements sur la manière dont la Commission pouvait appuyer au mieux l'élaboration du programme de travail et budget dans la région. Ils ont également souligné qu'il était nécessaire d'éviter les chevauchements entre le Programme de travail intégré de Varsovie et les activités régionales de la FAO. Ils se sont félicités que ces travaux soient harmonisés et complémentaires, et qu'ils ne relèvent pas du Programme de travail intégré de Varsovie ni ne fassent doublon avec les activités que celui-ci prévoit.

66. La Commission a recommandé à la FAO:

a) de rédiger un document d'information sur les activités régionales aux fins de la prochaine session de la Commission, y compris la création d'une plateforme d'information en ligne sur les activités de projet;

b) d'encourager une participation plus large des différentes parties prenantes, en particulier celles issues du secteur forestier, au processus de programmation par pays de la FAO;

c) d'aider les pays à élaborer des stratégies et des mesures visant à prévenir les maladies et l'action des organismes nuisibles transfrontières des forêts et à lutter contre ces problèmes, ce qui permet d'accroître la vitalité des forêts dans le contexte du changement climatique.

**c) Réseau Europe et Asie centrale sur les espèces envahissantes des forêts**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/14-FO:EFC/2017/14

67. Mme Shiroma Sathyapala, Forestière à la FAO, a réalisé une présentation et a informé les délégués de la création d'une plateforme pour le Réseau Europe et Asie centrale sur les espèces envahissantes des forêts.

68. La Commission a encouragé les pays à participer à la plateforme du Réseau Europe et Asie centrale sur les espèces envahissantes des forêts et à contribuer aux activités du réseau, afin de renforcer la collaboration régionale sur les travaux concernant les espèces envahissantes des forêts dans la région.

69. La Commission a recommandé à la FAO:

- a) de continuer à appuyer la création et le fonctionnement de la plateforme du Réseau Europe et Asie centrale sur les espèces envahissantes des forêts et la mise en œuvre de ses activités;
- b) de faciliter les activités du Réseau Europe et Asie centrale sur les espèces envahissantes des forêts en matière d'établissement de liens et de coopération avec le Réseau européen d'information sur les espèces exotiques, qui relève du Centre commun de recherche de la Commission européenne, et avec d'autres initiatives européennes;
- c) d'entreprendre des travaux transversaux et interdépartementaux, notamment dans le cadre des principaux axes de travail et/ou des initiatives régionales du Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale pertinents, définis dans le Cadre stratégique de la FAO;
- d) d'appuyer les mesures transversales relatives à la protection des végétaux, afin de contribuer à la conservation de la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets, ainsi qu'à la préservation et à l'utilisation durable des ressources naturelles;
- e) de contribuer aux efforts des pays visant à planifier et à mettre en œuvre des activités dans le cadre de la plateforme, notamment au moyen de la formation et du renforcement des capacités;
- f) de prêter une assistance technique à la lutte contre les organismes nuisibles des forêts, qui ne sont pas nécessairement considérés comme des espèces envahissantes.

**d) Activités menées dans le domaine de la restauration des forêts et des paysages dans le contexte du changement climatique, dans la région**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/15-FO:EFC/2017/15

70. M. Anssi Pekkarinen, Forestier principal à la FAO, a décrit les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Mécanisme de restauration des forêts et des paysages et a évoqué la mise en œuvre éventuelle du Mécanisme dans la région.

71. La Commission a débattu de cette présentation et a invité les pays à:

- a) Élaborer ou renforcer des mécanismes visant à assurer une coopération intersectorielle accrue entre les divers organismes de gestion des terres chargés de l'agriculture, des forêts, de la pêche et de l'élevage au moyen d'une approche plus intégrée des paysages;
- b) Favoriser la participation des propriétaires forestiers et des agriculteurs, ainsi que d'autres partenaires, à l'établissement de cibles qualitatives concernant la restauration des forêts et des paysages;

- c) Renforcer les activités de restauration des forêts et des paysages à tous les niveaux et prêter un appui à la mobilisation de ressources suffisantes;
- d) Fournir des contributions financières et/ou en nature afin de renforcer le Mécanisme de restauration des forêts et des paysages au sein de la FAO;
- e) Encourager les pays à inclure les travaux sur la restauration des forêts et des paysages dans les contributions nationales soumises à titre volontaire, dans le cadre du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030).

72. La Commission a recommandé à la FAO:

- a) de soutenir les pays dans leurs efforts visant à planifier et à mettre en œuvre des activités relatives à la restauration des forêts et autres terres dégradées, en particulier dans le cadre du Mécanisme de restauration des forêts et des paysages, y compris des stratégies et des plans d'action nationaux, mais aussi dans le cadre d'une éventuelle initiative européenne sur la restauration des forêts et des paysages;
- b) d'aider les pays à formuler des définitions cohérentes de la notion de «forêt dégradée» au regard de la Convention sur la diversité biologique et des objectifs d'Aichi;
- c) de renforcer la coopération avec les partenaires régionaux, afin de promouvoir la restauration des terres dégradées, en particulier en participant directement aux partenariats et initiatives mondiaux, comme le Partenariat mondial sur la restauration des forêts et des paysages, le Réseau international de forêts modèles et l'initiative Des paysages pour les gens, l'alimentation et la nature, ou en travaillant avec les membres du PCF;
- d) d'entreprendre des travaux transversaux et interdépartementaux à l'appui des approches relatives aux paysages;
- e) de rechercher la participation active de fournisseurs de ressources multilatéraux, bilatéraux et du secteur privé, y compris le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds vert pour le climat et les banques régionales et multilatérales de développement, afin de pouvoir aider davantage les États membres et les organisations régionales d'intégration économique dans le domaine de la restauration des forêts et des paysages.

e) **Activités menées par *Silva Mediterranea* et par le Groupe de travail sur l'aménagement des bassins versants de montagne**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/16-FO:EFC/2017/16

73. M. Jose Manuel Jaquotot, Président de *Silva Mediterranea*, a donné une vue d'ensemble des activités menées sous l'égide de *Silva Mediterranea*, y compris l'*État des forêts méditerranéennes* et l'Engagement d'Agadir, pris à l'occasion de la cinquième Semaine forestière méditerranéenne.

74. La Commission a pris acte de l'élaboration d'activités de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes dans la bioéconomie, en vue de faire face aux défis auxquels sont confrontées les forêts méditerranéennes dans un contexte de changements mondiaux.

75. La Commission a encouragé l'élaboration d'activités de restauration des forêts et des paysages dans la région méditerranéenne.

76. S'agissant du Groupe de travail sur l'aménagement des bassins versants de montagne, M. Peter Csoka, Secrétaire du Groupe de travail, a fourni un aperçu des activités.

77. Le Comité a noté qu'il fallait notamment:
- a) renforcer encore la participation des membres au Groupe de travail, notamment en désignant des points focaux nationaux;
  - b) continuer de donner des indications au Groupe de travail, en particulier sur les sujets qu'il doit traiter en priorité.

78. En outre, la Commission a pris note des possibilités offertes par le Groupe de travail pour ce qui était de transmettre des messages à d'autres entités intéressées par l'aménagement des bassins versants et la gestion des risques de catastrophe.

**f) Renforcement des activités de la FAO sur les forêts boréales et tempérées**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/17-FO:EFC/2017/17

79. M. Andrey Kushlin, Directeur adjoint de la Division des politiques et des ressources forestières de la FAO, a présenté l'analyse faite par l'Organisation des difficultés et des solutions concernant le renforcement des travaux sur les forêts boréales et tempérées.

80. S'agissant de la portée géographique, la Commission est convenue que la différence qui prévalait entre les forêts boréales et les forêts tempérées ne permettait pas de justifier une approche unifiée de ces deux biomes et que des démarches distinctes et plus ciblées seraient davantage susceptibles d'avoir les effets escomptés.

81. Sur la question des arrangements institutionnels, la Commission a reconnu la richesse des plateformes existantes et le dynamisme et la souplesse des mécanismes semi-officiels ou informels, tout en admettant qu'il était important de créer une impulsion politique supplémentaire à l'appui des efforts déployés par les pays participants, ce qui permettrait d'assurer la continuité et la profondeur de planification nécessaires à la coopération scientifique et technique.

82. La Commission a recommandé à la FAO d'envisager de coopérer plus activement avec les mécanismes existants plutôt que de créer une plateforme supplémentaire, et a encouragé ces mécanismes à essayer de collaborer davantage avec la FAO et la CEE, le cas échéant. Elle a également encouragé la FAO à continuer de renforcer son appui opérationnel et informatif aux États membres de la zone de compétence du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale dans le domaine des forêts boréales comme des forêts tempérées.

83. La Commission s'est réjouie de l'annonce faite par la Suède, qui se proposait pour accueillir le sommet ministériel des pays disposant de forêts boréales (Canada, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, Norvège et Suède) en juin 2018. La Commission a noté que le sommet proposé se déroulerait à un moment idéal pour que ses résultats soient présentés à la prochaine session du Comité des forêts de la FAO, dans le cadre du programme sur les forêts boréales et tempérées.

**g) Contributions des travaux de la FAO sur les forêts à la mise en œuvre des ODD, dans le cadre des initiatives régionales du Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/18-FO:EFC/2017/18

84. M. Ekrem Yazici, Secrétaire de la Commission, a donné une vue d'ensemble de la mise en œuvre des ODD, dans l'optique des forêts, au titre des initiatives régionales du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale.

85. La Commission a encouragé les pays de la région:

- a) à reconnaître les rôles multifonctionnels des forêts dans la mise en œuvre des initiatives régionales du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale, et leurs contributions aux ODD;

- b) à incorporer plus efficacement les approches intégrées axées sur les paysages des divers organismes chargés de la gestion de l'agriculture, des forêts, des pêches et de l'élevage dans les processus nationaux de planification et à renforcer la collaboration intersectorielle au niveau des paysages;
- c) à fournir des contributions en nature et/ou financières à l'appui des programmes forestiers régionaux de la FAO et des outils et programmes mondiaux pertinents, notamment la restauration des forêts et des paysages, le Mécanisme forêts et paysans, les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, et les normes phytosanitaires relatives aux forêts dans la région;
- d) à adresser à la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe des messages cohérents sur le rôle des forêts dans les stratégies et programmes régionaux.

86. La Commission a recommandé à la FAO:

- a) de renforcer l'intégration des programmes spécifiquement dédiés aux forêts (notamment le Mécanisme forêts et paysans, la restauration des forêts et des paysages, les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, les travaux sur l'agroforesterie et la foresterie urbaine) et d'autres activités opérationnelles relatives aux forêts dans les initiatives régionales futures et existantes du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale, en tenant compte des rôles multifonctionnels des forêts;
- b) de continuer à aider les pays, à leur demande, à renforcer les politiques nationales et les cadres et mesures relatifs au financement, aux incitations, à l'imposition et à la gouvernance, notamment les réglementations, les normes et les activités de suivi relatives aux pratiques et aux interventions en matière de gestion des forêts, et de contribuer au renforcement des capacités à cet égard;
- c) de fournir des outils d'évaluation, des méthodes et des données (Système d'information géographique et cartographie notamment) permettant d'évaluer les incidences du changement climatique, et de participer à la définition des options en matière de politiques et d'investissement et à la gestion et à la planification fondées sur des éléments concrets des ressources forestières.

87. La Commission a invité la Conférence régionale à tenir compte des recommandations formulées lors de ses délibérations sur les initiatives régionales actuelles et futures et sur le programme de travail et budget.

**h) Étude du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) sur la gestion durable des forêts au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/19-FO:EFC/2017/19

88. M. Andrey Kushlin a présenté le résumé et les recommandations du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA).

89. Au vu de l'importance de la gestion durable des forêts au plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition, qu'a mis en lumière l'étude du HLPE, la Commission a reconnu que la gestion durable des forêts était essentielle à la concrétisation de l'ODD 2 («Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable»).

90. La Commission a invité les pays à examiner les recommandations du HLPE et à prendre les mesures voulues.

91. La Commission a demandé à la FAO:
- a) d'aider les pays à renforcer la contribution des forêts et des arbres à la sécurité alimentaire et à la nutrition, en particulier les pays qui en ont le plus besoin;
  - b) de soutenir et de promouvoir le rôle des femmes dans le secteur forestier et la sécurité alimentaire;
  - c) d'identifier, de documenter et de diffuser les meilleures pratiques en matière d'intégration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans la gestion des forêts;
  - d) d'élaborer des directives pour l'intégration des objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition dans les politiques forestières et dans les politiques relatives à des secteurs connexes, ainsi que dans les politiques et les pratiques de gestion des forêts.

**i) Nouveau document stratégique de la FAO dans le domaine des forêts**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/20-FO:EFC/2017/20

92. M. Andrey Kushlin a présenté la note du Secrétariat sur un nouveau document stratégique de la FAO dans le domaine des forêts.

93. La Commission a examiné les éléments d'un nouveau document stratégique, a fait siennes les recommandations contenues dans le rapport et a formulé des indications supplémentaires sur la structure adéquate et les composantes essentielles.

94. Plus particulièrement, la Commission a indiqué qu'il était nécessaire:

- a) d'élaborer un nouveau document stratégique à l'appui de la mise en œuvre du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030), y compris de fournir une vision claire des contributions de la FAO aux six objectifs mondiaux relatifs aux forêts que ce document contient, et de se représenter, d'étayer et de communiquer cette vision;
- b) aligner le document stratégique sur les ODD, la Stratégie de la FAO relative au changement climatique, la Vision à l'horizon 2050 pour les forêts et la foresterie et les autres documents stratégiques pertinents;
- c) de reconnaître clairement le rôle de la collaboration et des partenariats. Dans ce contexte, la Commission a également invité la FAO à continuer de tenir son rôle de chef de file dans le PCF et à le renforcer;
- d) de prêter toute l'attention voulue à des domaines en particulier, y compris l'aide aux pays en ce qui concerne l'élaboration des contributions nationales produites à titre volontaire, la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national qui ont trait aux forêts, l'appui aux pays dont l'économie est en transition dans le domaine du changement climatique et aux activités destinées à réduire les émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts, l'intégration systématique des questions de parité hommes-femmes et le rôle des jeunes, de trouver le juste équilibre entre les fonctions normatives et opérationnelles, et de résoudre les problèmes de gouvernance interne.

**j) Contribution de la FAO au processus mondial**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/21-FO:EFC/2017/21

95. M. Peter Csoka, Forestier principal à la FAO, a fait le bilan des principales conclusions des quatre processus mondiaux et de leurs conséquences pour les forêts à l'échelle mondiale et dans la région, ainsi que pour la FAO.

96. La Commission a invité les pays:
- a) à promouvoir et à suivre les progrès réalisés en ce qui concerne les indicateurs relatifs aux forêts et à rendre compte de ces progrès durant l'examen de l'ODD 15 par le Groupe d'experts de haut niveau en 2018;
  - b) à tenir compte des recommandations de la Journée d'action pour les forêts afin de favoriser les environnements propices à la coopération entre les nombreuses parties prenantes, à faciliter la mise en œuvre d'outils en libre accès pour la surveillance des forêts et de l'utilisation des terres, comme Collect Earth, et à considérer que les contributions déterminées au niveau national offrent la possibilité de concevoir des interventions dans le domaine des forêts et d'intégrer REDD+<sup>1</sup> dans les processus de planification nationaux;
  - c) à poursuivre leurs efforts en matière de mise en œuvre de la gestion durable des forêts, en tant que contribution du secteur forestier à l'intégration de la biodiversité;
  - d) à fournir une contribution régionale par l'intermédiaire de la Commission, en collaboration avec le Comité et les autres organes régionaux pertinents, aux treizième et quatorzième sessions du FNUF, dans son domaine de compétence.
97. La Commission a recommandé au Comité des forêts d'envisager, en collaboration avec d'autres comités techniques de la FAO, d'examiner les possibilités qui s'offrent de traduire en actions concrètes les résultats des négociations internationales.
98. La Commission a demandé à la FAO:
- a) d'aider les pays à renforcer leur capacité d'assurer le suivi des indicateurs des ODD relatifs aux forêts et à conforter les contributions plus générales des forêts aux ODD;
  - b) de continuer à contribuer au Programme d'action mondiale pour le climat et de promouvoir les initiatives, projets et programmes liés aux forêts à la COP23 ainsi que d'aider les pays à élaborer leurs propositions en lien avec les forêts et les autres utilisations des terres à destination du Fonds vert pour le climat;
  - c) d'informer le Comité des forêts à propos des plans et des progrès réalisés dans l'établissement de la plateforme en faveur de l'intégration de la biodiversité, ainsi que sur les activités de la FAO relatives à la promotion de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique des forêts;
  - d) de contribuer à ce que le rôle des forêts soit dûment inclus dans les stratégies de la Convention sur la diversité biologique au-delà de 2020;
  - e) de réfléchir à la manière et aux moyens de contribuer à renforcer la contribution du secteur forestier à l'intégration de la biodiversité;
  - f) de contribuer aux travaux du FNUF, notamment par l'intermédiaire de travaux d'analyse, comme le rapport sur la *Situation des forêts du monde* et l'Évaluation des ressources forestières mondiales, et d'aider les pays, à leur demande, à élaborer des contributions nationales volontaires;
  - g) de renforcer son rôle de chef de file au sein du PCF et de chercher à renforcer l'appui à la mise en œuvre du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030), notamment en présentant le plan de travail du PCF et la recommandation en faveur d'un ensemble mondial d'indicateurs de base sur les forêts à la treizième session

---

<sup>1</sup> Le programme REDD+ porte sur la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, ainsi que sur le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement.



du FNUF et au Comité des forêts en 2018.

**k) Périodicité des sessions de la CEF**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/Inf.4-FO:EFC/2017/Inf.4

99. M. Ekrem Yazici, Secrétaire de la Commission, a présenté les cycles de réunion et d'établissement de rapports de la FAO et les règles pertinentes de la Commission afin que celle-ci les examine.

100. Le délégué des Pays-Bas a exposé la proposition et les raisons qui la sous-tendaient. Certains délégués ont fait remarquer que des réunions annuelles de la Commission seraient l'occasion de prendre une décision sur la mise en œuvre une fois par an, lors de la session conjointe, et donneraient davantage de temps pour formuler des indications relatives aux travaux de la Commission dans la région.

101. Plusieurs délégués estimaient que la justification n'était pas satisfaisante et ne voyaient pas l'intérêt d'une réunion annuelle de la Commission. Des délégués ont indiqué que des sessions plus fréquentes représenteraient une charge à la fois pour les États membres et pour le Secrétariat, et ont ajouté que le Secrétariat devrait se concentrer sur la mise en œuvre du Programme de travail intégré. Certains délégués ont évoqué le rôle possible du Groupe de travail mixte pendant la période intersessions, mais aucun consensus n'a été obtenu pour ce qui est de modifier le mandat du Groupe de travail. Plusieurs délégués ont souligné qu'il était important que le Comité et la Commission tiennent des réunions conjointes.

102. La Commission a envisagé plusieurs possibilités. Compte tenu des divergences d'opinion des délégués, elle n'a pas pu conclure le débat.

**l) Contributions à la gouvernance de la FAO**

*Documentation:* ECE/TIM/2017/22-FO:EFC/2017/22

103. M. Peter Csoka, de la FAO, a présenté un modèle révisé de contribution coordonnée aux ordres du jour du Comité des forêts et de la Conférence régionale pour l'Europe, ainsi qu'au programme de travail de la FAO dans le domaine des forêts, et a rappelé les recommandations formulées par la Commission lors de ses débats.

104. M. Kenan Kilic, Président de la Commission, a présenté la proposition du Comité exécutif sur les recommandations relatives aux ordres du jour de la Conférence régionale pour l'Europe et du Comité des forêts.

105. La Commission a formulé une recommandation au sujet de l'ordre du jour du Comité des forêts, qui figure à l'annexe III.a.

106. La Commission a aussi réfléchi à des recommandations concernant la Conférence régionale pour l'Europe, qui sont énoncées à l'annexe III.b.

107. S'agissant des priorités du programme de la FAO dans le domaine des forêts, la Commission a demandé au Secrétariat de rassembler les recommandations qu'elle avait formulées pendant la session conjointe du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la CEE et de la Commission européenne des forêts de la FAO en 2017, de les mettre en relation avec les objectifs stratégiques de l'Organisation et de joindre ce document au présent rapport, sous la forme d'une annexe (annexe III.c).

**m) Élection des membres du Bureau et date et lieu de la prochaine session**

108. Conformément à son Règlement intérieur et à la pratique en vigueur, la Commission a élu par acclamation Mme Christine Farcy (Belgique) au poste de Présidente et a réélu M. Rob Busink (Pays-Bas), M. Kenan Kilic (Turquie) et Mme Liubov Poliakova (Ukraine)

aux postes de vice-présidents. Ceux-ci resteront en fonctions jusqu'à la fin de la quarantième session de la Commission.

109. La Commission a remercié chaleureusement M. Kenan Kilic, Président sortant, de son excellent travail en qualité de Président de la Commission et de vice-président du Comité des forêts de la FAO.

110. La délégation de la Fédération de Russie s'est proposée pour accueillir la session conjointe du Comité et de la Commission en 2019. La Commission s'en est félicitée. La Fédération de Russie se manifestera auprès du Secrétariat du Comité et de la Commission en temps voulu. Le Secrétariat tiendra informé le Bureau du Comité et le Comité exécutif de la Commission.

**n) Questions diverses**

111. Aucune question n'a été examinée à ce titre.

## **VIII. Adoption du rapport de la session conjointe et clôture de la session**

112. Le Comité et la Commission ont adopté le présent rapport pendant la session.

113. Les coprésidents de la session ont remercié les délégués de leur contribution à ce document. Le Secrétariat mixte a informé les participants que la version finale serait publiée sous peu.

114. Les participants ont remercié sincèrement le Gouvernement polonais de son engagement en matière de coopération internationale dans le domaine des forêts, de son accueil chaleureux et de l'excellente organisation de la réunion.

115. La session conjointe a été close le jeudi 12 octobre 2017 à 21 h 45.

[English only]

## **Annex I**

### **Warsaw Integrated Programme of Work**

#### **I. Recommendations and decisions in support of the implementation of the Warsaw Integrated Programme of Work**

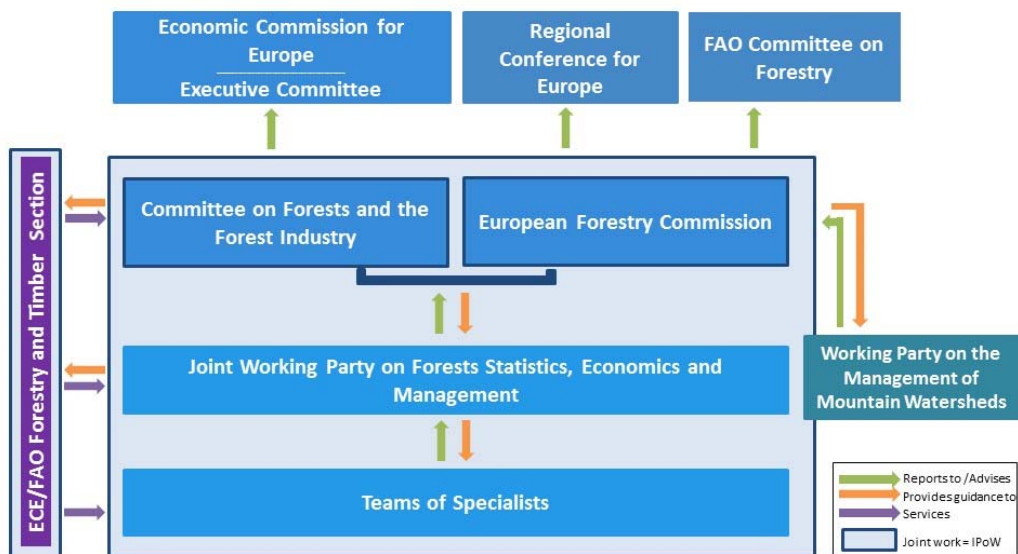
1. The “Las2017”, the joint session of the ECE Committee on Forests and the Forest Industry and the FAO European Forestry Commission, which took place in Warsaw, Poland from 9 to 13 October 2017, adopted the attached Warsaw Integrated Programme of Work for the period 2018-2021.

2. Formal governance is undertaken by the two parent bodies, the ECE Committee and the FAO Commission, which have the ultimate oversight responsibility for the implementation of the Warsaw Integrated Programme of Work. The frequency of meetings is decided in accordance with their respective rules of procedure. According to established practice, the Committee meets annually. The Commission’s Rules of Procedure indicate that the Commission in principle meets every second year. The Committee and the Commission expect to hold joint sessions in 2019 and 2021 with the aim to further strengthen cooperation, build on synergies and ensure cost efficiency. During joint meetings, matters of relevance to the Committee or the Commission only would be considered separately and under specific agenda items during these sessions. The Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management, a subsidiary body of the Committee and the Commission, which contributes to the implementation of the Warsaw Integrated Programme of Work, meets annually.

3. The Warsaw Integrated Programme of Work will be implemented respecting mandates of FAO and ECE and based on comparative advantages in order to reach efficiency and avoid duplication. FAO and ECE will strive to avoid duplication amongst their respective activities and with other forest-related regional initiatives and projects.

A specific list of activities to implement the Programme is agreed on an annual basis by the Working Party and the Committee and the Commission. ECE and FAO are asked, in line with their governance structures, to present an overview of their forest-related work in the region to each session of the Working Party in order to facilitate the review of the proposed list.

### Governance structure for the Integrated Programme of Work of the Committee and the Commission



4. The Bureau of the Committee and the Executive Committee of the Commission are entrusted with providing guidance on the implementation of the Warsaw Integrated Programme of Work as needed. They should meet jointly at least twice annually and inform the member States and regional economic integration organizations about their decisions. The minutes of the meetings will be made available on the websites of both organizations.
5. Joint sessions should have the same name for each session – “forest” in the language of the country hosting the session and then the year of the session, when taking place outside ECE and FAO Headquarters.
6. The secretariat should continue and maintain the joint preparation and implementation of the Warsaw Integrated Programme of Work. The secretariat will service the sessions of the two intergovernmental bodies, the joint meetings of the Bureaux, produce joint publications and have a joint profile.
7. Member States and regional economic integration organizations are encouraged to strengthen coordination between delegates of the Committee and of the Commission at the national level in implementation of the Warsaw Integrated Programme of Work (for example, by appointing the same Head of Delegation for both).
8. The Committee and the Commission should encourage their members in linking the ECE and FAO work to activities at the national level in order to ensure feedback on the Warsaw Integrated Programme of Work and encourage the cooperation between countries in this regard.

#### Data management

9. At supranational level, data on forests and forest management are collected through regular and ad hoc processes. They are often collected, stored and disseminated separately, through different means and formats. Taking into account relatively long data collection cycles, this situation seriously hampers continuity, inter-connectivity, and planning for data

collection and its management. This also limits the availability and usability of the information collected at that level.

10. It is recommended that the organization and structure of data on forests (collected by ECE and FAO and retained by the ECE/FAO Forestry and Timber Section), their management, their functions and their services be analysed. While avoiding any duplication with existing similar repositories, the results of this analysis would provide the basis for a potential decision on the establishment of an electronic repository, enhancing the efficiency of data collection, management and dissemination.

#### **Private sector**

11. The involvement of the private sector, given its relevance to the work undertaken by the Committee and the Commission, should be increased, including through the encouragement of participation in existing subsidiary and expert bodies, and by maintaining high relevance of the market discussions for the private sector at the sessions while noting the essential benefits that forests goods and services provide to the public at large, which could then provide advice to the ECE and FAO regarding further private sector engagement. The market discussions should at least last one day.

#### **Funding**

12. The final list of activities prepared every year should help member States and regional economic integration organizations to further prioritize the work of the secretariat. A related budget is prepared and shared with the Joint Bureaux, member States and regional economic integration organizations after the approval of the list to understand the feasibility of activities and identify funding needs. Additional sources of funding will be sought from relevant global, regional and national donor organizations.

#### **Outreach**

13. To the upmost extent possible, communication activities shall be implemented with due regard to keeping a balance between subregions, Work Areas and between official languages of the Committee and the Commission in order to increase the impact and visibility of work.

#### **Partnerships**

14. Partnerships, within the scope of ECE and FAO relevant policies, should be established with other sectors, including through cooperation with other ECE Committees and FAO Commissions. Partnerships should be designed to serve to demonstrate the value of forests and forest products for other sectors (energy, environment, housing, employment, climate change, etc.) and consider the impacts of other sectors on the forest sector.

15. Cooperation with other intergovernmental organizations and processes, including the European Union, the Intergovernmental Council on Forestry and the Forest Industry of the Commonwealth of Independent States, Forest Europe, the United Nations Forum on Forests, the International Tropical Timber Organization, the International Union of Forest Research Organizations and the European Forest Institute, amongst others, should be fostered.

16. Good examples and best practices of cross-sectoral cooperation should be highlighted and showcased whenever possible.

17. Partnerships are expected to enhance synergies of work and cooperation amongst relevant organizations and processes to avoid fragmentation of regional work on forests.

## II. Warsaw Integrated Programme of Work (Part I)

18. The oversight responsibility for the implementation of the Warsaw Integrated Programme of Work of the Committee on Forests and the Forest Industry and the European Forestry Commission remains with the members of the Committee and the Commission.

19. The implementation and coordination responsibilities for the Warsaw Integrated Programme of Work of the Committee and the Commission rests primarily with ECE and FAO through the ECE/FAO Forestry and Timber Section. The implementation is supported by the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management, the ECE/FAO Teams of Specialists, as well as relevant units of the ECE and FAO. The Programme is also implemented with the support of member States and regional economic integration organizations, in close cooperation with relevant organizations and processes at all levels and other relevant stakeholders participating in the Committee and Commission intergovernmental processes.

20. It will contribute to the implementation of: (i) the United Nations 2030 Agenda for Sustainable Development and the achievement of the SDGs, (ii) the United Nations strategic plan for forests 2017-2030, (iii) the United Nations Forum on Forests Quadrennial Programme of Work 2017-2020, (iv) the Aichi Biodiversity Targets, (v) the Paris Agreement adopted under the United Nations Framework Convention on Climate Change and (vi) other international objectives and processed relevant to forests, including the Bonn Challenge and the Rovaniemi Action Plan for the Forest Sector in a Green Economy.

### A. Scope

21. The Warsaw Integrated Programme of Work covers all fifty-six member States of the ECE region, in line with the Committee's membership<sup>2</sup>. Thirty-nine member States, which are all ECE member States, and the European Union, are members of the Commission<sup>3</sup>.

22. The Programme encompasses the following main topics related to forests, sustainable forest management and the forest sector:

- (a) The state of forests and the state of sustainable forest management;
- (b) The implementation and promotion of sustainable forest management, according to the seven thematic elements of the United Nations Forest Instrument;
- (c) Forest related industries, the use of forest products, as raw material, construction, and energy; and related innovation perspectives;

---

<sup>2</sup> Albania, Armenia, Austria, Azerbaijan, Belarus, Belgium, Bulgaria, Canada, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Estonia, Finland, France, Georgia, Germany, Greece, Hungary, Iceland, Ireland, Israel, Italy, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malta, Republic of Moldova, Montenegro, Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Russian Federation, Serbia, Slovakia, Slovenia, Spain, Sweden, Switzerland, Tajikistan, The former Yugoslav Republic of Macedonia, Turkey, Turkmenistan, Ukraine, United Kingdom, United States and Uzbekistan.

<sup>3</sup> Albania, Austria, Belarus, Belgium, Bulgaria, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Estonia, Finland, France, Germany, Greece, Hungary, Iceland, Ireland, Israel, Italy, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malta, Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Russian Federation, Slovakia, Slovenia, Spain, Sweden, Switzerland, The former Yugoslav Republic of Macedonia, Turkey, Ukraine, United Kingdom, Uzbekistan and the European Union.

(d) Forest and forest sector policies, institutions and instruments, including the linkages between forest and timber policies and other sectoral policies;

(e) The contribution of the forest sector in the transition towards a green economy, forest products and ecosystem services, employment and other socio-economic aspects; including economic viability of the sector; and

(f) To contribute to the implementation of the United Nations 2030 Agenda for Sustainable Development and the achievement of the forest-related Sustainable Development Goals as well as the implementation of United Nations strategic plan for forests 2017-2030, within the existing mandates of ECE and FAO.

## **B. Overall goal**

23. The overall goal of the Warsaw Integrated Programme of Work 2018-2021 of the Committee and the Commission is to support member States and regional economic integration organizations in their efforts to sustainably manage forests so that they provide forest goods and services to benefit society.

## **C. Objective of the Warsaw Integrated Programme of Work**

24. The Warsaw Integrated Programme of Work aims to assist member States and regional economic integration organizations to achieve the overall goal described above by: providing the best available information; facilitating policy dialogues and communication; and building capacity.

## **D. Structure and Work Areas**

25. The Warsaw Integrated Programme of Work remains structured around four main functions, or work areas, as follows:

### **Work Area 1: Data, monitoring, reporting and assessment**

### **Work Area 2: Policy dialogue and advice**

### **Work Area 3: Communication and outreach**

### **Work Area 4: Capacity-building**

26. Actions contained in the Rovaniemi Action Plan and attributed to the ECE/FAO Forestry and Timber Section are indicated in an annex to the Plan with an asterisk and are reflected in the annual list of activities as part of the Warsaw Integrated Programme of Work 2018-2021, subject to availability of financial and human resources.

27. Specific activities and outputs proposed for the four Work Areas are outlined below.

### **Work Area 1: Data, monitoring, reporting and assessment**

28. The data collection and reporting work in the region consists of the following:

(a) Collection, validation and dissemination of statistics and other information on: forest resources, forest products (wood and non-wood), forest functions and services, progress toward sustainable forest management, forest policies, institutions and instruments, and the contribution of the forest sector to a green economy;

(b) Analysis and assessment of the state of forests, sustainability of forest management and forest products markets; and monitoring the role of the forest sector in a green economy; and

(c) Cooperation and contribution to international processes on sustainable forest management, including on the development and use of regional Criteria and Indicators and collaboration with Forest Europe in the preparation of the report on the State of Europe's Forests.

29. The monitoring and analysis of developments in various forest-related areas and cooperation with other relevant organizations working in these areas, while avoiding duplication. This includes the gathering of comprehensive statistics and data (quantitative and qualitative), and developing methodologies for data collection, analysis and assessments on:

(a) Forest product markets and services;

(b) Current forest conditions, sustainable forest management, and the functions and services forests provide;

(c) Long-term supply of and demand for wood and other forest goods and services;

(d) Use of wood energy and its implications for sustainable forest management; and

(e) Jobs, employment and working conditions.

30. Data are collected in partnership with member States and regional economic integration organizations, international organizations and the scientific community, based on agreed standards and rules. The Team of Specialists will pay particular attention to the integration and consolidation of reporting activities with other processes in the region (e.g. Forest Europe, Global Forest Resources Assessment 2020 process). Activities under Work Area 1 are also expected to improve the quality of information, ensuring international compatibility, storage, dissemination and analysis of the information, and to assist member States and regional economic integration organizations in strengthening their capacity in this area (see Work Area 4 on capacity-building).

31. Outputs from this Work Area include: the Forest Products Annual Market Reviews; the State of Europe's Forests (in collaboration with Forest Europe); the Joint Forest Sector Questionnaire; the Timber Forecast Questionnaire; the Joint Wood Energy Enquiry; the Collaborative Forest Resources Questionnaire; the regional input to the FAO Global Forest Resource Assessment 2020 in cooperation with Forest Europe; associated databases of the previously mentioned outputs; Market Statement, forecast tables; the reporting of progress towards implementation of the 2030 Agenda on Sustainable Development and achievement of forest-related SDGs, and the United Nations strategic plan for forests 2017-2030; studies on forest employment and working conditions; assessment of the contribution of the forest sector to a green economy; and ad hoc enquiries and studies contributing to areas mentioned above in paragraph 30, upon decision by the Committee and the Commission.

#### **Work Area 2: Policy dialogue and advice**

32. This component involves the organization of regional policy dialogues and specific studies and the facilitation of national dialogues on request from member States and regional economic integration organizations. The subjects to be covered will address issues mentioned in the scope of the Warsaw Integrated Programme of Work. This work will contribute to the implementation of the 2030 Agenda and forest related SDGs, the United Nations strategic plan for forests 2017-2030 and the United Nations Forum on Forests Quadrennial Programme of Work 2017-2020, and to the relevant global (mainly the United Nations Forum on Forests



and the FAO Committee on Forestry, regional and national forest dialogues. Activities in this Work Area also contribute to efforts to promote cross-sectoral cooperation.

33. Outputs from this Work Area include:
- (a) Analyses, guidelines and recommendations to support member States and regional economic integration organizations in implementing the above mentioned initiatives and plans;
  - (b) Contributions to the Forest Europe Work Programme;
  - (c) Policy dialogues and workshops for the region;
  - (d) Forest Sector Outlook Studies; and
  - (e) Policy-related parts of relevant ECE and FAO joint work/studies, such as relevant reviews and reports on the status and trends in forests and sustainable forest management.

### **Work Area 3: Communication and outreach**

34. Communicating effectively within and outside the forest and forest products sector is essential to promote sustainable forest management. Enhancing the efforts of the Committee and the Commission to reach out to relevant constituencies to draw attention to the regional priorities in the forest sector and to increase the dissemination of the information and tools produced, at the national, regional and global levels, will make an important contribution to this end. This will be achieved through:

- (a) Providing a regional platform for international cooperation in forest related communication (through the Forest Communicators Network Team of Specialists);
- (b) To contribute to the dissemination of information on and the implementation of Work Area 1, Work Area 2 and Work Area 4;
- (c) Organizing events and campaigns in support of sustainable forest management and forest products and services (e.g. the International Day of Forests, the European and Global Forest Weeks);
- (d) Dissemination of information produced under the Warsaw Integrated Programme of Work via policy briefs, press briefs, the Forest Information Billboard, social media/networks, videos and ad hoc studies, whenever results are available and new information released;
- (e) Maintaining and improving the ECE/FAO website especially regarding user-friendliness and design;
- (f) Contributing to the organization of relevant events in member States and regional economic integration organizations and the dissemination of their forest-related announcements (e.g. capacity-building workshops, special public relations events) in cooperation with member States, regional economic integration organizations and other stakeholders;
- (g) Carrying out outreach activities beyond the forest sector for disseminating information that highlights the relevance of forests and forest products and services to other sectors (e.g. energy events, biodiversity and environment meetings, sustainable construction and buildings); and
- (h) Communicating effectively the news and updates from the work at other forest-related international fora.

35. Outputs from this Work Area include:

- (a) Events and campaigns (e.g. contribution to the organization of International Forest Day events, contribution to the organization of the European Forest Week, etc.);
- (b) Policy briefs;
- (c) Press briefs;
- (d) Contribution to the Forest Information Billboard;
- (e) Contribution to, and dissemination of, ad hoc studies through communication channels; and
- (f) Inputs to the website.

#### **Work Area 4: Capacity-building**

36. While all member States and regional economic integration organizations benefit from international cooperation through the Warsaw Integrated Programme of Work, technical assistance is available to countries in Eastern and South Eastern Europe, the Caucasus and Central Asia. This work on capacity-building aims at encouraging sustainable forest management, data collection, monitoring and analysis as well as promoting the engagement of national experts from the region in activities relevant to the region. It covers the themes encompassed in the scope of the Warsaw Integrated Programme of Work, including:

- (a) National systems for forest monitoring and statistical reporting;
- (b) Forest communication strategies;
- (c) Mitigation of and adaptation to climate change;
- (d) Forest landscape restoration and the Bonn Challenge;
- (e) The implementation of the United Nations strategic plan for forests 2017-2030 and countries' voluntary national contributions; and
- (f) The contribution of the forest sector to:
  - i. a green economy;
  - ii. the implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development and the achievement of forest-related SDGs;
  - iii. the implementation of the Paris Agreement.

37. This Work Area also benefits from the implementation of the United Nations Development Account project on "Accountability Systems for Sustainable Forest Management in the Caucasus and Central Asia" (2016-2019).

38. Outputs from this Work Area include:

- (a) Publications;
- (b) Capacity-building workshops;
- (c) Training material and recommendations;
- (d) Technical assistance;
- (e) Provision of specific, targeted expertise; and
- (f) Enhanced cooperation and development of contacts in the target countries.

## **E. Principles guiding implementation**

39. Implementation should be guided by the following principles:

### **Partnership**

40. There will be a strong focus on working in partnerships with international and regional actors as the most effective way of optimizing benefits and avoiding potential duplication of activities. The Committee and the Commission will seek and welcome cooperation for any of the relevant outputs under the four Work Areas.

### **Outreach to other constituencies**

41. In the implementation of the Warsaw Integrated Programme of Work, the Committee and the Commission will look beyond the traditional forest constituency to make sure the relevance of the forest sector and its contribution to other sectors is well recognized and understood. They will coordinate relevant actions with, for example, the environment, biodiversity, energy, water, agriculture, construction and building sectors, using the potentials offered by the ECE and FAO.

### **Expert advice**

42. The work and expected outputs of the Teams of Specialists will be fully aligned with the Warsaw Integrated Programme of Work and its objectives and will support the related areas of work, recognizing the importance of the involvement of the scientific community. In this context, the Forest Communicators Network should support other Teams on outreach efforts and for the dissemination of relevant products. Due regard should be given to the Committee and Commission official languages when organizing meetings and issuing publications and documents, as appropriate.

### **Involvement of the private sector**

43. The Warsaw Integrated Programme of Work recognizes the private sector as a key actor for developing sustainable forest management, sustainable forest products and services and the transition towards a green economy. The participation of the private sector in the work of the Committee and the Commission including in the market discussions will be actively sought, in line with the ECE and FAO organizational policies. Increased participation from various relevant stakeholders should be encouraged.

### **Gender mainstreaming**

44. The Warsaw Integrated Programme of Work gives due consideration to making the concerns and experiences of women and men an integral part of the design, implementation, monitoring and evaluation of its activities, so that women and men benefit equally and inequality is not perpetuated (UN ECOSOC, 1997). Gender mainstreaming is a central part of ECE and FAO's strategic frameworks and their policies and programmes.

## **F. Support to the Warsaw Integrated Programme of Work and related resources**

45. Progress in the implementation of the Warsaw Integrated Programme of Work will be reported annually. The Warsaw Integrated Programme of Work should have the flexibility to allow addressing from a technical perspective emerging issues of policy relevance and interest or influence to forestry and the forest industry.

46. Implementation will depend on regular programme funding levels and to a large extent on extrabudgetary resources, as well as available human resources. Member States, regional economic integration organizations and other donors are encouraged to support such activities in kind and/or with the necessary level of financial resources. The annual list of activities, which is submitted on an annual basis to the Working Party and subsequently to the Committee and the Commission for their approval, will show clearly the areas of work (e.g. capacity-building) or activities where extrabudgetary funding will be needed.

47. A broader engagement by member States and regional economic integration organizations should be sought. In particular, resources should be identified to finance the participation of delegates from eligible countries with economies in transition.

## **G. Expert support**

48. The Teams of Specialists, composed of experts in particular fields, provide advice or undertake activities that support the implementation of the Warsaw Integrated Programme of Work. Teams of Specialists may also provide guidance to the ECE/FAO Forestry and Timber Section on relevant Work Areas, help with outreach activities to country-level experts, and produce team-specific outputs in support of the Warsaw Integrated Programme of Work. Teams of Specialists are established by the ECE Executive Committee and human and financial resources are provided by both ECE and FAO through their separate budgetary processes for servicing the meetings of the Teams of Specialists. Their terms of reference are approved by the Committee and the Commission. The Teams of Specialists report annually to the Working Party on Forest Statistics, Economics and Management.

49. Guidelines for the Teams of Specialists clarifying the Teams' mandates and procedures, and the role and responsibilities of Team leaders, and deputy leaders, Team members and the secretariat can be found in Part 2.

### **III. Warsaw Integrated Programme of Work (Part II)**

#### **A. Terms of Reference of the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management**

1. The Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management is a subsidiary body of the Committee and the Commission and contributes to the implementation of the Integrated Programme of Work of those two bodies. It does so by coordinating the Teams of Specialists and the activities of the Integrated Programme of Work as well as providing technical advice. It takes instructions from COFFI and the Commission and meets annually to:

(a) Provide guidance on the implementation of all areas of the Integrated Programme of Work;

(b) Supervise the work of Teams of Specialists and facilitate the exchange of information on their work; and

(c) Identify priorities for action and relevant emerging issues; and transmit suggested priorities and specific recommendations to COFFI and the EFC for consideration.

2. The Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management shall, for each Work Area, on the basis of a report from the secretariat, review and comment on the activities undertaken during the past year and the plans for the forthcoming year.

3. The Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management shall review, on an ongoing basis, the work of the Teams of Specialists and their contribution to the Work Areas as well as work between the Teams of Specialists to ensure the most effective and efficient implementation of their activities. It will:

(a) Receive and discuss the reports from the Teams of Specialists in order to enhance the understanding of their activities and assess their work plans; when needed, the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management may review and recommend updated mandates for endorsement by the parent bodies;

(b) Identify possible synergies; and facilitate the exchange of experiences between Teams of Specialists and delegations from member States; and

(c) Increase the visibility and impact of the work of Teams of Specialists among member States and within the relevant bodies in the United Nations.

4. The Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management, as part of its work for the Committee and the Commission, shall:

(a) Propose priorities for activities in the Work Areas and on relevant emerging issues;

(b) Provide, upon request from the parent bodies, methodologies for use in economic analysis of the sector, as well as techniques for collecting, validating, analyzing and disseminating information and statistics;

(c) Initiate, upon request from the parent bodies, ad hoc projects in economics and statistics related to forestry, forest products and forest policies and institutions;

(d) Contribute and provide technical advice to the Committee and the Commission on issues under consideration by those bodies, including the preparation of studies on the status and future of forests and on the forest industry such as the Outlooks and the Forest Products Annual Market Reviews;

(e) Inviting other sectors to the sessions to discuss issues related to forest information and management matters of common interest, including best practices in sustainable forestry management and their impact on the overall sustainability of forests, natural resources management, and other issues such as biodiversity and climate change; and

(f) Inviting other international bodies, including the International Tropical Timber Organization, the Conference of European Statisticians, Forest Europe and Eurostat, to the sessions, with a view to coordinating activities and avoiding any duplication of effort.

5. The work of the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management will be assessed after the next two sessions of this body.

## B. Terms of Reference of the ECE/FAO Teams of Specialists

6. In order to support the implementation of the Integrated Programme of Work, the following Teams of Specialists are established for the period 2018-2021.

<b>Name of the Team</b>	<b>Contribution to the Programme of Work</b>
Team of Specialists on Monitoring Sustainable Forest Management	Work Area 1, Work Area 2 and Work Area 4: to focus on sustainable forest management monitoring for different ECE and FAO studies and reviews, sustainable forest management assessment and work on criteria and indicators
Team of Specialists on Sustainable Forest Products	Work Area 1 and Work Area 4: to focus on forest products and markets, market statements
Team of Specialists on Forest Products Statistics	Work Area 1 and Work Area 4: to support the work on statistics in the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management, in order for the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management to focus on its coordinating function for Team of Specialists and Work Area review
Team of Specialists on Wood Energy	Work Area 1, Work Area 2 and Work Area 4: to support the development of data and relevant advice on wood energy in the region
Team of Specialists on Forest Sector Outlook	Work Area 1, Work Area 2 and Work Area 4: to support the development of Outlook Studies
Team of Specialists on Forest Policy (Forest Policy Network)	Work Area 2 and Work Area 4: to focus on forest policies in the region and provide capacity-building
Team of Specialists on Forest Communication (Forest Communicators' Network)	Work Area 3 and Work Area 4: to provide advice to the ECE/FAO Forestry and Timber Section in support of relevant events, campaigns and public relations efforts, support the dissemination of results of other Teams of Specialists
Team of Specialists on Green Jobs in the Forest Sector (Joint ILO/ECE/FAO Expert Network)	Work Area 2 and Work Area 4: to focus on green jobs and capacity-building activities in support of sustainable forest management

## **ECE/FAO Team of Specialists on Monitoring Sustainable Forest Management**

***Reference to the Integrated Programme of Work: Work Area 1, “Data, monitoring, reporting and assessment”, Work Area 2, “Policy dialogue and advice” and Work Area 4, “Capacity-building”***

### **A. Objectives**

7. To strengthen the work on: (i) forest reporting, (ii) assessing the state of forests and sustainability of forest management and (iii) monitoring the role of the forest sector in a green economy in the region;
8. To advise the ECE/FAO Forestry and Timber Section on the implementation of activities in Work Area 1 “Data, monitoring, reporting and assessment”, with regard to the collection, harmonization, review, analysis and dissemination of quantitative and qualitative information on forests and sustainable forest management in the region.

### **B. Activities and functions**

9. Contribute to the Global Forest Resources Assessment 2020 and the Collaborative Forest Resources Questionnaire 2020; support the data collection process, analysis of the status and trends, and the drafting and reviewing of the final report.
10. Contribute to the work on criteria and indicators for sustainable forest management agreed by Forest Europe and the Montréal Process.
11. Assist the preparatory process of the State of Europe’s Forests 2020: contribution to the reporting on quantitative indicators, analysis of information, coordination of inputs, authors’ contributions and dissemination of results.
12. Contribute to further work on the assessment of the sustainability of forest management.
13. Contribute to the work on the development of global and regional forest indicators to support the implementation of the 2030 Agenda on Sustainable Development and the United Nations strategic plan for forests 2017-2030.
14. Contribute to the development of the concept and modalities for a statistical data management system on forest resources, functions and services and sustainable forest management.
15. Provide input to other Work Areas on issues relevant to data, monitoring, reporting and assessment including related capacity-building, in particular to the United Nations Development Account project on “Accountability Systems for Sustainable Forest Management in the Caucasus and Central Asia”.
16. Support international work and cooperation on monitoring of forest resources and sustainable forest management, including the European Union (i.e. Eurostat, the European Economic Area and the Joint Research Centre) and other organizations (i.e., the International Union of Forest Research Organizations, the International Co-operative Programme on Assessment and Monitoring of Air Pollution Effects on Forests and the European Forest Institute) in this area.

### **C. Expected major outputs and contributions**

17. Review of, and input to documents, reports, and meetings related to the global reporting framework – in cooperation with the FAO Forest Resources Assessment Team.

18. Review of, and input to documents, reports, and meetings, especially those related to the activities “Further development and updating of policies and tools for sustainable forest management” and “Forest monitoring and reporting” under Forest Europe. Provide support in the organization of the workshop for authors and national correspondents in the region; review of and, whenever possible, involvement in writing, support the drafting of report on the State of Europe’s Forests. Involvement in dissemination of results.
19. Review of, and input to documents, reports, and meetings on the development of global and regional forest indicators to support the implementation of the 2030 Agenda on Sustainable Development and the United Nations strategic plan for forests 2017-2030.
20. Advice on issues relevant to the criteria & indicators processes in the region.
21. Advice on designing an improved statistical data management system on forest resources, their functions and services, and forest management.
22. Advice on the other data-related work within Work Areas 1, 2, 3 and 4, in particular related to the measurement of the forest sector contribution to a green economy and forest sector outlook studies.

#### **D. Background**

<b>Established/ Approved by:</b>	Joint session of the Committee and the Commission, Warsaw, Poland, 2017.
<b>Duration:</b>	From January 2018 to December 2019. Renewable to 2021.
<b>Methods of work:</b>	Regular Team of Specialists meetings (including steering group and thematic sub-groups meetings).  Participation in workshops with Global Forest Resources Assessment 2020 national correspondents.  Reviews and consultations, in person, via videoconference and electronic means.  Review and, if feasible, preparation of background materials, discussion papers, enquiries.  Other forms of work can be determined by the Team of Specialists, if needed.
<b>Reporting:</b>	Annually, to the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management
<b>Team leader:</b>	To be elected at the first Team meeting

---



## **ECE/FAO Team of Specialists on Sustainable Forest Products**

### ***Reference to the Integrated Programme of Work: Work Area 1, “Data, monitoring, reporting and assessment” and Work Area 4, “Capacity-building”***

#### **A. Objectives**

23. To advise and support work on the sustainable development of forest products markets and related policies in the region.
24. To raise awareness on the role that sustainable forest products can play in greening economies and in providing sustainable products and livelihoods.

#### **B. Activities and functions**

25. Provide guidance and referral to the best available experts and/or sources of information for the organization of:
  - Market Discussions; and
  - Workshop(s) on all topics related to forest products including the role of forest products in a green economy, the use of wood for so-called “green buildings construction”, innovative wood products and other topics in line with the work programme.
26. Provide expertise and outreach to experts for drafting market-related publications and products, including the technical reviews contained in, and the production of, the Forest Products Annual Market Review.
27. Advise the secretariat on the organization of meetings related to the sustainable use of forest products.
28. Advise the secretariat on strategies to carry out the Programme of Work in the forest products marketing area, in particular to assist in strengthening the focus on innovative forest products and on improving knowledge on wood sustainability credentials.
29. Build links with standard/certifying organizations, as well as forest products trade associations, to promote the use of forest products as a sustainable material for construction and other uses.
30. Build linkages with non-forest bodies within the UN, including with the ECE Committee on Housing and Land Management.
31. Build links, both informal and formal, with other Teams of Specialists in areas where cross-cutting issues are shared and where assistance and coordination can be mutually beneficial.
32. Build upon the work of previous capacity-building workshops and consider organizing similar events in association with regional bodies.
33. Organize an annual awareness raising workshop; subject to availability of funds.
34. Work with the secretariat to attract and enhance the involvement of the forest products industry, aiming at:
  - Holding a full day session focusing on market/industry issues;
  - Organizing industry visits; and
  - Organizing side events that involve the forest products industry sector.
35. Provide a network of expertise and advice, including on priorities.

### **C. Expected major outputs and contributions**

36. Market Discussions covering forest product market topics that are current and relevant to the region and contribute to the Market Statement.

37. Bi-annual meetings to discuss a list of recommendations on how to improve the content, structure and focus of the forest products marketing Work Area in general and the Forest Products Annual Market Review in particular (typically during the Team of Specialists meeting that is held at the time of Committee, Commission and Working Party meetings).

### **D. Background**

**Established/  
Approved by:** Joint sessions of the Committee and the Commission, Warsaw, Poland, 2017.

**Duration:** From January 2018 to December 2019. Renewable to 2021.

**Methods of work:** Annual meeting. Other methods to be determined by the Team.

**Reporting:** Annually, to the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management

**Team leader:** To be elected at first Team meeting.

**Communication:** The Team leader and secretary should ensure close communication and collaboration with the Teams of Specialists on Forest Products Statistics and Wood Energy.

---

## **ECE/FAO Team of Specialists on Forest Products Statistics**

### ***Reference to the Integrated Programme of Work: Work Area 1, “Data, monitoring, reporting and assessment” and Work Area 4, “Capacity-building”***

#### **A. Objectives**

38. To advise and support work on forest products statistics, including data coverage and collection, validation and classifications used in the region.
39. To suggest and support proposals for increasing the reliability and visibility of forest products statistics.
40. To advise on implementation of activities in Work Area 1 relating to forest products statistics.

#### **B. Activities and functions**

41. Review materials such as the Joint Forest Sector Questionnaire and the Timber Forecast Questionnaire and associated procedures, reviewing items in forest products statistics.
42. Develop methods to expand the scope to include production and trade of secondary wood products (Engineered Wood Products, furniture, joinery) and develop methodology for data collection on these products.
43. Investigate required changes in the Harmonized System classification; prepare for the implementation of 2022 Harmonized System and future potential changes to Harmonized System.
44. Follow up on the conversion factor questionnaire and study; develop conversion factors for secondary forest products (Engineered Wood Products, joinery).
45. Assist in the development of a forest food products section in collaboration with the Collaborative Forest Reporting Questionnaire and consider framework and specifications for non-wood forest products.
46. Support publication of the roundwood balance study and continue to develop methodology.
47. Strengthen capacities in statistics through a capacity-building workshop.
48. Disseminate information on forest products statistics further through the Team of Specialists’ network.
49. Advise on issues to coordinate with other members of the Eurostat/FAO/International Tropical Timber Organization/ECE Intersecretariat Working Group on Forest Sector Statistics.
50. Consider improving product definitions and collect metadata (including accuracy).
51. Consider development of price portal.
52. Recommend improvements to data systems, including data capture.
53. Review ways to promote data and make it more accessible.
54. Recommend methods for improving data reliability.

### C. Expected major outputs and contributions

55. Recommendations for revisions to the Joint Forest Sector Questionnaire and the Timber Forecast Questionnaire.
56. Submission of potential input for 2022 revision of Harmonized System and further revisions in later years.
57. A paper on the extent of potential double counting problem (including issue of forest/non-forest sources) and how to avoid it. Contact national data users for input.
58. Proposal for improvements for national and international practices in data validation and, if required, a working paper describing best practices.
59. A recommended procedure for estimating wood balance, including the desirable level of detail to include and conversion factors to use.
60. Contributions to studies on conversion factors, roundwood balance and double counting issue, in collaboration with other Teams.
61. Support to capacity-building workshop on statistics.

### D. Background

- Established/  
Approved by:** Joint session of the Committee and the Commission, Warsaw, Poland, 2017.
- Duration:** From January 2018 to December 2019. Renewable to 2021.
- Methods of work:** Annual meeting. Further methods to be determined by the Team.
- Reporting:** Annually, to the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management.
- Team leader:** To be elected at the first Team meeting.
- Communication:** The Team leader and secretariat should ensure close cooperation with the Team of Specialists on Sustainable Forest Products, the Team of Specialists on Wood Energy and the Team of Specialists on Sustainable Forest Management. The Team should also seek to communicate and collaborate with other fora working in this area, and to collaborate with others (e.g. Forest Europe on criteria and indicators and the Intergovernmental Panel on Climate Change on harvested wood products).
-

## **ECE/FAO Team of Specialists on Wood Energy**

### ***Reference to the Integrated Programme of Work: Work Area 1, “Data, monitoring, reporting and assessment”, Work Area 2, “Policy dialogue and advice” and Work Area 4, “Capacity-building”***

#### **A. Objectives**

62. To advise the ECE/FAO Forestry and Timber Section and support activities in Work Areas 1 and 2 on the methodology for, the implementation of and the follow-up to the Joint Wood Energy Enquiry and specific studies related to wood energy.

63. To contribute to a better understanding of wood energy statistics as a basis for sound policymaking.

#### **B. Activities and functions**

64. Monitor and analyse the policy aspects of the use of wood for energy generation and the implications for the forest sector, including carbon accounting.

65. Provide guidance on the Joint Wood Energy Enquiry data collection and analysis process including on indicators, the structure of the Joint Wood Energy Enquiry questionnaire, and the review of wood energy parameters (such as heating values and conversion factors).

66. Actively disseminate the publication and key messages synthesized in first issue of “Wood Energy in the ECE region” series.

67. Coordinate and complete a second issue of “Wood Energy in the ECE region” publication series.

68. Enhance capacity of member States to develop reliable wood energy statistics through knowledge sharing and capacity-building workshops.

69. Actively cooperate and partner with other organizations involved in wood energy with the aim of sharing and improving wood energy data and information.

70. Coordinate and communicate with other Teams of Specialists on areas where there is commonalities and beneficial to share information.

#### **C. Expected major outputs and contributions**

71. Release of the second issue of series “Wood Energy in the ECE region” with the most recent available data.

72. Publication of scholarly manuscripts examining longitudinal trends in the data of the Joint Wood Energy Enquiry and socio-economic and environmental aspects of wood energy use in ECE member States, including its contribution towards the achievement of SDGs and mitigation of climate change.

73. Revision of the list of recommendations on the methods for, analysis and conduct of the Joint Wood Energy Enquiry.

74. Organization of one or two capacity-building workshops on wood energy statistics, possibly including the sharing of best practices for household surveys (to obtain data on non-commercial wood energy (such as private household use of wood energy)).

75. Improved quality and quantity of national reports to the Joint Wood Energy Enquiry.

76. Provide input to the chapter on wood energy for the Forest Products Annual Market Review.

#### **D. Background**

**Established/  
Approved by:** Joint session of the Committee and the Commission, Warsaw, Poland, 2017.

**Duration:** From January 2018 to December 2019. Renewable to 2021.

**Methods of work:** Annual meeting. Other methods to be determined by the Team.

**Reporting:** Annually, to the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management.

**Team leader:** To be elected at first Team meeting.

**Communication:** The Team leader and secretary should ensure close communication and collaboration with the Team of Specialists on Forest Products Statistics.

## **ECE/FAO Team of Specialists on Forest Sector Outlook**

**Reference to the Integrated Programme of Work: Work Area 1, “Data, monitoring, reporting and assessment”, Work Area 2, “Policy dialogue and advice” and Work Area 4, “Capacity-building”**

### **A. Objectives**

77. To advise and support the ECE/FAO Forestry and Timber Section on the methodology, preparation and implementation of outlook studies. Serve as a repository of global, regional, subregional and national forest sector outlook studies; and facilitate exchange of knowledge.

### **B. Activities and functions**

78. Provide support and expertise to the secretariat to conduct forest sector outlook studies in at least two of the ECE subregions.

79. Present the findings of the studies in public forums, such as scientific and professional meetings.

80. Provide guidance on methods, analysis and conduct of forest sector outlook studies.

81. Provide support to the secretariat for enhancing member States’ capacities on forest sector outlook studies.

82. Identify scenarios based on: structural developments in the forest sector; long-term supply and demand of wood and other goods and services; as well as impacts and implications of international and national policy developments.

83. Advise on timeline for new outlook studies and identify potential contributors and donors.

84. Undertake research in support of forest sector outlook studies.

85. Provide an overview on alternative forest sector models.

86. Inform member States and regional economic integration organizations regularly about the status of ongoing outlook studies and the next steps of the process.

### **C. Expected major outputs and contributions**

87. Publication of North America Forest Sector Outlook study and Europe Forest Sector Outlook Study, and possibly a Russian Forest Sector Outlook study, by 2019, subject to availability of funds.

88. Provide national level results of outlook studies, if resources are made available.

#### **D. Background**

<b>Established/ Approved by:</b>	Joint session of the Committee and the Commission, Warsaw, Poland, 2017.
<b>Duration:</b>	From January 2018 to December 2019. Renewable to 2021.
<b>Methods of work:</b>	Annual meeting or other methods to be determined by the Team.
<b>Reporting:</b>	Annually, to the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management.
<b>Team leader:</b>	To be elected at first Team meeting.

---



## **ECE/FAO Team of Specialists on Forest Policy (Forest Policy Network)**

### ***Reference to the Integrated Programme of Work: Work Area 2 “Policy dialogue and advice” and Work Area 4 “Capacity-building”***

#### **A. Objectives**

89. To contribute to the implementation of tools to support sound policy in the forest sector in the region.
90. To build capacity to support sound policies in the forest sector in Eastern Europe, Caucasus and Central Asia.

#### **B. Activities and functions**

91. Advise and support the ECE/FAO Forestry and Timber Section on:
  - The collection, review, and dissemination of information on forest policies, institutions and instruments in the region; and
  - The contribution to policy dialogues at the regional and national level (including National Forest Policy Dialogues).
92. Contribute to strengthen policy-related components of ECE and FAO studies.
93. Contribute to the implantation of the United Nations strategic plan for forests 2017-2030, including by taking part in exchange of experience and lessons learned and providing technical advice and input especially to the odd-year sessions of the Forum (workshops, submissions to the United Nations Forum on Forests Secretariat).
94. Contribute to achieving a balanced approach to the development of a bioeconomy and nature protection/conservation of biodiversity (study, linkage to outlooks).
95. Strengthen capacity-building and experience exchange, best practices and mechanisms to help in tackling national challenges, and promote communication and information exchange associated with implementation of international agreements (e.g. 2030 Agenda on Sustainable Development, the Aichi Targets, the Paris Agreement, the United Nations strategic plan for forests 2017-2030, the Rovaniemi Action Plan for the Forest Sector in a Green Economy).
96. Contribute to the dissemination of information in support of decision making processes with regards to international forest policy developments (creation of policy briefs, sharing of informative materials).
97. Provide national experts with case studies, trainers and content for capacity-building activities.
98. Provide ad-hoc studies on request by countries.
99. Contribute to the work of other Teams of Specialists and build cooperation in this regard.

### **C. Expected major outputs and contributions**

100. Contribution to the experience exchange on forest policies implementation and development (to be developed in close cooperation with the Team of Specialists on Monitoring Sustainable Forest Management and Forest Europe) with a view to:

- (a) Contribution to the organization of national/regional policy dialogues (themes, speakers, etc.) and provide recommendations on the further development of national forest policy dialogues (contents, methods, etc.); and
- (b) Policy briefs.

### **D. Background**

<b>Established/ Approved by:</b>	Joint session of the Committee and the Commission, Warsaw, Poland, 2017.
<b>Duration:</b>	From January 2018 to December 2019. Renewable to 2021.
<b>Methods of work:</b>	Annual meeting or other methods to be determined by the Team.
<b>Reporting:</b>	Annually, to the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management.
<b>Team leader:</b>	To be elected at first Team meeting.

---

## **ECE/FAO Team of Specialists on Forest Communication (Forest Communicators' Network)**

### ***Reference to the Integrated Programme of Work: Work Area 3, "Communication and outreach" and Work Area 4, "Capacity-building"***

#### **A. Objectives**

101. To improve the ability of the forest sector to communicate effectively within and outside the sector on the role of forests in sustainable development.

102. To advise the ECE/FAO Forestry and Timber Section and support communication activities in all Work Areas.

#### **B. Activities and functions**

103. The Team of Specialists provides advice in the communication field to benefit the forest community by:

(a) Supporting forest-related ECE/FAO intergovernmental bodies in reaching out to relevant constituencies, within and outside the forest sector;

(b) Providing a forum for international interaction and cooperation in forest related communications;

(c) Developing the professionalism of forest communicators by introducing and encouraging state of the art and innovative communication approaches, strengthening networking and supporting capacities in the region;

(d) Providing advice for communication activities around the International Day of Forests and European Forest Weeks, upon request by the organizers;

(e) Raising awareness of the significance of forests and sustainable forest management in achieving the SDGs;

(f) Contribution to the communication and outreach strategies of ECE, FAO and the United Nations Forum on Forests, in support of the implementation of the United Nations strategic plan for forests 2017-2030, in particular its communication and outreach strategy;

(g) Conducting a survey among forest communicators on current trends and the latest developments and communication challenges in the sector;

(h) Sharing information and experience with forest communicators' networks established by FAO in other regions;

(i) Supporting capacity-building activities in cooperation with all other Teams of Specialists, as appropriate;

(j) Providing advice for communication campaigns and strategies to communicate outputs of other Teams of Specialists to a target audience, upon request by the respective Team of Specialists;

(k) Developing further approaches and tools for educational work on forests by continued involvement of the Forest Pedagogics Group;

(l) Cooperating with the Forest Europe Liaison Unit and other relevant institutions, organizations, processes and initiatives, on matters relevant to forest communication;

(m) Identifying other communication work of relevance to forests as well as information-sharing platforms developed by civil society; and

(n) Developing a proposal for a possible survey on the public perception of forests and the forest sector in the ECE Region for submission to potential donors.

### **C. Expected major outputs and contributions**

104. An annual proposal for communication activities and messages for each International Day of Forests.

105. Proposals for communication activities around the European Forest Weeks, as appropriate.

106. Proposals for highlighting the significance of forests and sustainable forest management for achieving the SDGs.

107. Contributions to the development and implementation of the communication and outreach strategies of ECE, FAO and the United Nations Forum on Forests in support of the implementation of the United Nations strategic plan for forests 2017-2030.

108. A report on communication challenges for the forest sector, based on a survey conducted among forest communicators by the end of 2018.

109. A revised version of the Strategic Framework for Forest Communication in Europe by the end of 2019.

110. An information note on activities carried out with the other regional communicators' networks with a focus on global interconnection and outreach – to be included in the annual Team activities' report.

### **D. Background**

**Established/** Joint session of the Committee and the Commission, Warsaw, Poland, 2017.

**Approved by:**

**Duration:** From January 2018 to December 2019. Renewable to 2021.

**Methods of work:** Networking, meetings, workshops, advice on forest communication related issues, including for awareness campaigns.

**Reporting:** Annually, to the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management.

**Team leader:** To be elected at first Team meeting.

---

## **ECE/FAO Team of Specialists on Green Jobs in the Forest Sector (Joint ILO/ECE/FAO Expert Network)**

### ***Reference to the Integrated Programme of Work: Work Area 2 “Policy dialogue and advice” and Work Area 4, “Capacity-building”***

#### **A. Objectives**

111. To contribute to the improvement of working conditions and the development of Green Jobs in the forest sector.
112. To advise and support the ECE/FAO Forestry and Timber Section and member States and regional economic integration organizations on employment-related issues such as needed competencies including education and training for the forest sector in the context of a green economy.
113. To review forest sector workforce issues at policy, management and operational level, in order to recommend priorities and communicate their importance.

#### **B. Activities and functions**

114. Collaborate with relevant stakeholders (e.g. the International Labour Organization (ILO) and Forest Europe) on a joint definition of Green Jobs in the forest sector.
115. Identify and describe forest workforce-related trends and developments (trend monitoring) and analyse the strengths, weaknesses, opportunities and threats associated with the sustainability of this workforce.
116. Analyse the green jobs potential as well as the green jobs curricula in the forest sector, define the needed competencies as a basis for education and training for adopted regional policies and provide support for the implementation of these policies at all levels.
117. Improve the monitoring and analysis of the forest sector workforce including those involved with new green forest jobs while taking into account occupational health and safety.
118. Develop recommendations for the consideration of member States on preventive and remedial actions in order to ensure the sustainability of the forest workforce, including ways to attract young people to work in the forest sector and to improve the gender balance.
119. Advise and support the ECE/FAO Forestry and Timber Section on the organization of meetings and workshops related to forest workforce issues in the context of a green economy.
120. Identify present and future skill requirements for forestry professionals, map and describe forest jobs and related education curricula in collaboration with other relevant organizations.
121. Contribute to development and sharing of best practice for environmentally efficient, productive, safe and sustainable forest operations.
122. Monitor and analyse at the policy level the impact of green economy policy on employment in the forest sector, possibly with a cross-sectoral approach.

### **C. Expected major outputs and contributions**

123. Periodic qualitative and quantitative surveys of major trends and challenges associated with the sustainable forest workforce and green jobs in support of existing reporting activities in the forest sector.

124. Trend scenario workshops on the future forest workforce, for instance in collaboration with the ECE/FAO Team of Specialists on Forest Sector Outlook.

125. Policy briefs outlining rationales for choosing particular workforce policy strategies.

126. Reviews and recommendations addressing main forest sector workforce issues.

### **D. Background**

**Established/  
Approved by:** Joint session of the Committee and the Commission, Warsaw, Poland, 2017.

**Duration:** From January 2018 to December 2019. Renewable to 2021.

**Methods of work:** Annual Team meeting, scenario trend workshops, online surveys (national contact points), and other appropriate methods to be determined by the Team.

**Reporting:** Annually, to the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management.

**Team leader:** To be elected at first Team meeting.

## **IV. Guidelines for ECE/FAO Teams of Specialists**

### **A. Introduction**

127. These draft guidelines were adopted by “Las2017”, the joint session of the Committee and the Commission, held from 9 to 13 October 2017 in Warsaw, Poland. The guidelines shall apply to the ECE/FAO Teams of Specialists, which contribute to the implementation of the Integrated Programme of Work.

128. These draft guidelines are in line with, and are complementary to, the guidelines for the establishment and functioning of Teams of Specialists within ECE as contained in document ECE/EX/2/Rev.1.

### **B. Role of the Teams of Specialists**

129. The ECE/FAO Teams of Specialists are recommended by the Committee and the Commission and established by the ECE Executive Committee to support the work of the Integrated Programme of Work for an initial period of two years, which can be extended, after review every two years, for as long as required. The Committee and the Commission approve the Terms of Reference for all Teams of Specialists at their joint session.

130. The primary role of the Teams of Specialists is to support the implementation of the Integrated Programme of Work as expressed in their respective Terms of Reference. All Teams of Specialists report annually to the Joint ECE/FAO Working Party of Forest Statistics, Economics and Management, which gives them guidance and evaluates their work based on their Terms of Reference and Work Plan. In addition, the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management provides recommendations to the Committee and the Commission for updating the Terms of Reference of the Teams of Specialists and for their extension or discontinuation.

131. The Teams of Specialists should contribute to the mainstreaming and dissemination of the work of the ECE/FAO Forestry and Timber Section at national and sub-national levels, as well as into the agendas of other regional and global organizations. They are also expected to contribute to the Forest Information Billboard.

### **C. Membership and Officers**

132. For each Team of Specialists, the secretariat circulates the Terms of Reference to Committee/Commission members and all relevant stakeholders in the region and asks them to nominate their official representative, should they wish to participate in the Team activities. Member States and stakeholders are expected to nominate their representative to a Team based on their interest in the issues covered by this Team and their capacity to support the participation of their representative in the Team’s work. On the basis of the answers received, the secretariat prepares a list of Team members and establishes the Team. The request for nomination may be repeated at the end of the first two-year duration or at the beginning of the next Integrated Programme of Work, as appropriate. When member States and stakeholders wish to nominate another or an additional representative to a Team, they notify this proposal to the secretariat, which informs the Team at its next meeting.

133. Experts without official affiliation can also contribute to the Team work at the invitation of the Team leader, in close consultation with the secretariat. To the extent possible, due consideration should be given to ensuring geographical and gender balance.

134. Each Team of Specialists appoints its officers for a duration of two years: a leader and, if deemed necessary, one or two deputy leaders. After one term of two years, one of the deputy leaders is usually appointed leader. When the Team appoints two deputy leaders, to ensure adequate continuity, the outgoing leader is usually re-appointed as deputy leader.

Under special circumstances (e.g. absence of candidates), leader and deputy leaders can be re-appointed if the Team wishes to do so. Candidates for the office of leader should obtain the relevant authorization and secure the necessary resources (time and funding), from their government or organization, to fulfil their responsibilities during their elected terms.

#### **D. Role of the Team leaders and Team members**

135. With the assistance of and in close cooperation with the secretariat, the leader's responsibilities are to:

- (a) Ensure that the Team's Terms of Reference are applied and lead the Team;
- (b) Conduct the Team meetings and draft meeting reports, in consultation with participants of the meetings;
- (c) Coordinate the preparation of the work plan;
- (d) Coordinate and facilitate the implementation of the work plan, including by raising funds, where appropriate;
- (e) Coordinate the preparation and presentation of annual implementation reports at the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management; and
- (f) Organize and attend meetings of the leaders of the Teams of Specialists.

136. When the leader is not able to attend a Team meeting or to represent the Team at a parent body meeting, the leader makes sure that one of the deputy leaders can replace him/her. In addition, deputy leaders may assist the leader with certain tasks such as preparing the work plan or reports, making contacts or fund raising.

137. Team members are expected to actively participate in the Team activities by:

- (a) Attending the Team meetings;
- (b) Contributing to the work between the Team meetings;
- (c) Answering enquiries from the leader or the secretariat; and
- (d) Relaying information on the Team's work at the national and subnational level.

#### **E. Methods of Work**

138. Under the guidance of the leader and with the support of the secretariat, the Team prepares its work plan for a two year period defining, for each activity from its Terms of Reference, the time schedule and the resources needed, including those resulting from fund raising. Teams can create task-oriented groups for a limited period of time (e.g. to advise for the organization of an event or the preparation of a publication). Teams are expected to be self-sustaining and regular budget funds will not be available to support the Teams. Teams use the work plan format and the report template that are provided by the secretariat.

139. Team meetings are convened by the secretariat in Geneva or any other place where the meetings can be hosted by a member State or a partner organization. Each Team should meet at least once a year for one day or have several shorter online meetings. Teams of Specialists should consider meeting on the margins of, or back-to-back to, meetings where members of the Team participate. It is suggested to utilize electronic means (e-mail, Skype or Webex meetings, etc.) when appropriate. The working language of Teams of Specialists is English. In general, no interpretation will be provided. More detailed methods of work may be developed by the Team.

140. The only websites of each Team of Specialists is the one hosted by the ECE/FAO Forestry and Timber Section ([www.unece.org](http://www.unece.org)) and/or FAO ([www.fao.org](http://www.fao.org)). All relevant



information on Team of Specialists meetings (agenda, presentations, meeting report, list of participants, pictures, etc.) must be made available to the secretariat for posting on the website.

141. The Team leader, deputies or any other member of the Team need to ask permission to the secretariat of the Committee and the Commission for using ECE and FAO logos.

142. Teams are encouraged to seek assistance from other Teams of Specialists especially for cross-sectoral activities that are mentioned in their Terms of Reference.

## **F. Role of the secretariat**

143. In close cooperation with the Team leader, the secretariat is responsible for:

(a) Contacting member States and other relevant stakeholders, including for the nomination of Team members, for updating of the lists of Team members and issuing meeting invitations;

(b) Assisting in the scheduling of meetings and other activities, in consultation with the Team;

(c) Providing technical means and innovative solutions to facilitate cost-effective meetings and possibility for remote access to meetings for members who cannot attend the meeting personally;

(d) Providing guidance in fulfilling the Terms of Reference;

(e) Facilitating the meetings and assisting the leader in preparing the meeting reports, by taking notes and drafting the main conclusions and next steps;

(f) Cooperating with the leader in preparing the reports on the Team's accomplishments; and

(g) Uploading any relevant documentation to the Team website before and after the meetings and disseminating information on the Team's activities.

## Annex II

### Annex to the Warsaw Integrated Programme of Work

#### I. Terms of Reference of the ECE Committee on Forests and the Forest Industry

1. The Committee on Forests and the Forest Industry, as a Sectoral Committee of ECE, constitutes a forum for cooperation and consultation among its member States. Its objective is to strengthen the forest sector and its contribution to sustainable development throughout the region, through monitoring, analysis, capacity-building and the provision of a forum for discussion, taking into account the changing policy environment, notably as regards climate change and bioenergy. The Committee focuses on the sound and legal use of forest products, for raw material or energy, and on forest services.

2. The Committee shall, within the context of sustainable development, provide member States with the information and services which they need for policy- and decision-making as regards their forest and forest industry sector (“the sector”), including the trade and use of forest products and, when appropriate, formulate recommendations addressed to member Governments and interested organizations. To this end, it shall:

(a) With the active participation of member States, undertake short-, medium- and long-term analyses of developments in, and having an impact on, the sector, including those offering possibilities for the facilitation of international trade and for enhancing the protection of the environment;

(b) In support of these analyses, collect, store and disseminate statistics and other information relating to the sector, and carry out activities to improve their quality and comparability;

(c) Provide a framework for cooperation, e.g. by organizing seminars, workshops and ad hoc meetings and setting up time-limited Teams of Specialists, for the exchange of economic, environmental and technical information between Governments and other institutions of member States that is needed for the development and implementation of policies leading to the sustainable development of the sector and to the protection of the environment in their respective States;

(d) Carry out tasks identified by ECE or the Committee as being of priority, including the facilitation of subregional cooperation and activities in support of the economies of eastern Europe, the Caucasus and central Asia and the Mediterranean region; and

(e) It should also keep under review its structure and priorities and cooperate with other international and intergovernmental organizations active in the sector, and in particular with the FAO and its Commission, ILO and with Forest Europe, in order to ensure complementarity and to avoid duplication, thereby optimizing the use of resources. Its work programme is fully integrated with that of the Commission.

3. The Integrated Programme of Work of the Committee and the Commission has four Work Areas:

- Work Area 1: Data, monitoring, reporting and assessment;

- Work Area 2: Policy dialogue and advice;
- Work Area 3: Communication and outreach; and
- Work Area 4: Capacity-building.

## II. Mandate of the FAO European Forestry Commission

<b>Name</b>	<u>European Forestry Commission</u> (FO-726) (1) (Article VI-1 of the Constitution)		
<b>Origin</b>	Established by the Conference at its Third Session (1947) on the recommendation of the FAO Mariánské Lázně (former Czechoslovakia) Forestry Conference in 1947.		
<b>Purpose</b>	To advise on the formulation of forest policy and to review and coordinate its implementation at the regional level; to exchange information and, generally through special subsidiary bodies, advise on suitable practices and action with regard to technical and economic problems, and make appropriate recommendations in relation to the foregoing.		
<b>First Session</b>	July 1948		
<b>Membership</b>	Open to all Member Nations and Associate Members whose territories are situated wholly or in part in the European Region or who are responsible for the international relations of any non-self-governing territories in that region. Membership comprises such eligible Nations that have notified the Director-General of their desire to be considered as members.		
<b>Present membership</b>	Albania Austria Belarus Belgium Bulgaria Croatia Cyprus Czech Republic Denmark Estonia European Community Finland France Germany	Greece Hungary Iceland Ireland Israel Italy Latvia Lithuania Luxembourg Malta Netherlands Norway Poland Portugal Romania	Russian Federation Serbia Slovakia Slovenia Spain Sweden Switzerland The former Yugoslav Republic of Macedonia Turkey Ukraine United Kingdom Uzbekistan

## **Annex III**

### **Forest Products Market Statement**

#### **I. Overview of forest products markets in 2016 and 2017**

1. The general condition of forest product markets in the ECE region improved in 2016, with all major subsectors (industrial roundwood, sawnwood, wood-based panels, and paper and paperboard) showing higher consumption levels and growth rates. This growth has continued in 2017.

2. There were slight contractions in the consumption of wood-based panels in the Commonwealth of Independent States (CIS) (-0.6 per cent) and of paper and paperboard in North America, but these were offset by gains in those subsectors in the other subregions. The aggregated year-on-year growth rates in consumption in the ECE region in 2016 ranged from 0.9 per cent (for paper and paperboard) to 4.0 per cent (for sawnwood) (table 1), with differences between subregions.

TABLE 1  
*Apparent consumption of industrial roundwood, sawnwood, wood-based panels,  
and paper and paperboard in ECE region, 2012-2016*

	Million	2012	2013	2014	2015	2016	Change (volume) 2015- 2016	Change (%) 2015- 2016	Change (%) 2012- 2016
<b>Europe</b>									
Industrial roundwood	m <sup>3</sup>	375.7	381.8	394.7	401.1	407.1	6.0	1.5	8.4
Sawnwood	m <sup>3</sup>	97.0	96.9	101.4	104.2	107.0	2.8	2.7	10.2
Wood-based panels	m <sup>3</sup>	64.7	66.3	68.1	70.7	72.5	1.9	2.7	12.2
Paper and paperboard	m.t.	90.9	89.6	89.8	89.2	90.3	1.1	1.2	-0.6
<b>CIS</b>									
Industrial roundwood	m <sup>3</sup>	173.7	175.1	182.4	185.0	192.0	7.1	3.8	10.6
Sawnwood	m <sup>3</sup>	19.7	20.4	19.2	17.8	18.1	0.2	1.4	-8.3
Wood-based panels	m <sup>3</sup>	17.7	17.8	17.5	17.6	17.5	-0.1	-0.6	-1.4
Paper and paperboard	m.t.	9.4	9.4	9.4	9.1	9.6	0.5	5.6	2.7
<b>North America</b>									
Industrial roundwood	m <sup>3</sup>	481.2	486.8	490.2	494.2	501.5	7.3	1.5	4.2
Sawnwood	m <sup>3</sup>	95.5	101.1	106.3	112.6	119.0	6.4	5.7	24.7
Wood-based panels	m <sup>3</sup>	46.4	48.0	49.9	52.0	53.8	1.8	3.4	15.9
Paper and paperboard	m.t.	77.1	75.0	76.1	75.7	75.6	-0.1	-0.1	-1.9
<b>ECE region</b>									
Industrial roundwood	m <sup>3</sup>	1030.5	1043.6	1067.3	1080.3	1100.7	20.3	1.9	6.8
Sawnwood	m <sup>3</sup>	212.2	218.3	226.9	234.6	244.1	9.5	4.0	15.0
Wood-based panels	m <sup>3</sup>	128.8	132.1	135.5	140.2	143.8	3.5	2.5	11.7
Paper and paperboard	m.t.	177.3	173.9	175.3	173.9	175.5	1.6	0.9	-1.0

Source: ECE/FAO TIMBER database, 2017.

## A. Economic developments with implications on the forest sector

3. Amid a global recovery, overall economic trends were positive in the ECE region in 2016. Although significant country differences persisted, the pace of expansion was sustained and became more synchronized. In 2016, there was steady growth in Gross domestic product (GDP) in the United States of America (US). However, the appreciation of the US dollar had a negative impact on net exports. In contrast, the euro area showed signs of increased dynamism, driven by the lagged effects of euro depreciation, relatively low oil prices, and a policy mix that has become more conducive to growth.

4. A heavy political calendar and the decision by the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland (UK) to leave the European Union (EU) did not derail the growing confidence. In the new EU member countries, an economic slowdown was temporary and related to the pattern of disbursement of EU funds, following years of very strong activity. After the output contraction in 2015, growth started returning to the CIS as oil prices bottomed out and the macro-economic framework became less volatile.

5. In the US, unemployment declined further and the rapid pace of job creation continued into early 2017. Wages have been growing more slowly than employment in the post-crisis period, but improvements in the labour market have eventually translated into moderately rising

wages. In the euro area, employment creation accelerated significantly, but unemployment is still high in some European countries, in particular for the young and the low-skilled. Job creation was supported by limited wage increases and, in some countries, by labour market reforms.

6. Overall, the recovery of the labour market remained uneven and was characterized by growing job polarization and precarious forms of unemployment in some countries. Labour market dynamics were relatively resilient in the CIS, despite weak output trends. A sharp adjustment of real wages, combined with underemployment, prevented unemployment figures from climbing higher.

7. Lending to households and non-financial corporations continued to grow in the euro area, amid declining interest rates and a reduction in financial fragmentation. The banking sector has increased its capacity to support the recovery, but country fragilities remain. In the CIS, on the other hand, poor economic performance and the impact of past currency depreciations have constrained lending, although the worst is now behind.

8. In some advanced economies, the extended period of low financing costs has led to rapid growth in asset prices, including housing. Relatively weak demand continued to dampen overall investment in the euro area, but rising incomes and low mortgage rates have supported a more dynamic housing sector, with increases in construction output and house prices. Much faster price increases have been observed in other European countries and the US.

9. Following a rapid expansion, gross residential fixed investment slowed in the US. On the other hand, such investment picked up in many European countries. After returning to growth in 2015, construction investment accelerated further in the euro area in 2016. In contrast, construction contracted sharply in the new EU member countries, resulting in a slowdown in the EU as a whole.

10. Rising but still moderate inflation, prompted by growing demand and higher energy prices, led the US Federal Reserve to hike interest rates in 2016 and early 2017. Additional rate increases are expected, but a rapid tightening of monetary policy is unlikely because price pressures remain moderate. A very loose monetary policy continued in the euro area, but deflation is no longer a concern there and, given the improved economic prospects, the monetary authorities have signalled a change in tone.

11. The appreciation of the US dollar versus the euro in late 2016 was reversed in the first half of 2017 as the European recovery firmed and expectations of monetary policy divergence receded (graph 1). Inflation declined in the CIS as the impact of past currency depreciations wore off, exchange rates recovered and demand remained weak. This allowed monetary authorities to cut interest rates gradually.

12. Fiscal policy was broadly neutral in the US in 2016 but some loosening is anticipated, which would be delivered through a combination of increased spending and lower taxes. In the euro area, improved economic performance and very low interest rates supported public finances amid a broadly neutral fiscal policy stance. In contrast, fiscal consolidation was widespread in the CIS. Energy producers, including those that started the downturn with significant buffers, have undertaken measures to put public finances on a sustainable path.

13. The economic outlook in the region remains positive. Although the US economy underwent a soft patch in early 2017, growth is projected to accelerate. The recovery appears well entrenched in the euro area, but persistent fragilities remain in some countries.

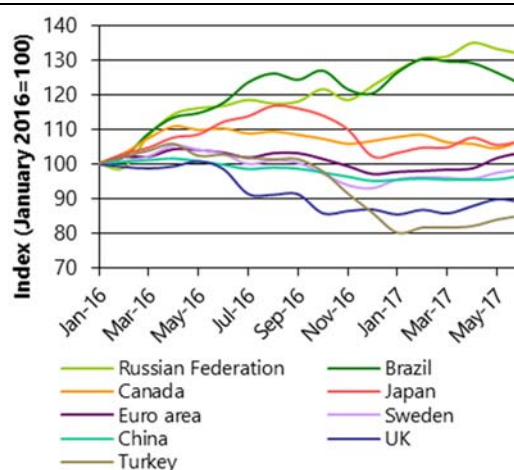
14. Increased investment will again be a major driver of economic activity in the newer EU member countries in the new EU funding cycle. The expansion is likely to be modest in the CIS, amid continued downside risks. Energy-exporting countries are facing the reality of protracted low energy prices and the need to search for new engines of growth.

15. Although economic performance is expected to remain favourable, certain risks and challenges cloud the horizon. Low levels of investment in the post-crisis period have contributed to the sluggish productivity growth observed across the ECE region, limiting economic potential. The expected gradual normalization of monetary policies may expose hidden vulnerabilities in financial sectors.

GRAPH 1

Major currencies used to trade forest products indexed against the US dollar

January 2016-May 2017



Source: IMF, 2017.

Note: A diminishing index value indicates a weakening of the currency value against the US dollar; an increasing index value indicates a strengthening of the currency value against the US dollar.

## B. Policy and regulatory developments affecting the forest products sector

16. Governmental and non-governmental actions continue to have significant impacts on forests and forest product markets. Continued trade negotiations and recent policy actions have created uncertainty for trade in forest products. New challenges and opportunities are arising in many areas of forest policy and environmental programmes.

17. A referendum was held in the UK on 23 June 2016 in which a majority of voters voted to leave the EU. As a result, the UK government activated Article 50 of the Lisbon Treaty, the official mechanism for withdrawing from the EU, on 29 March 2017, in a process generally referred to as Brexit. If no agreement is reached within two years and no extension is agreed, the UK will leave the EU automatically, and all existing agreements – including access to the single market – will cease to apply to the UK from 29 March 2019.

18. In North America, the Softwood Lumber Agreement between Canada and the US expired on 12 October 2015. In April 2017, the US government announced tariffs of 3-24 per cent on imported lumber from Canada, in addition to an anti-dumping duty.

19. There are significant areas of forest with multiple certificates (16 per cent of certified forests globally). The Forest Stewardship Council and the Programme for the Endorsement of Forest Certification have committed to reporting estimates of these overlaps annually to help improve data accuracy. Similar transparency in the reporting of market and trade activities is also needed to provide reliable estimates of the economic impacts of certified wood products.

20. The Paris Agreement on climate change, which aims to accelerate action to mitigate climate change, entered into force on 4 November 2016. As of 10 October 2017, 168 countries had ratified the agreement, although the US has indicated an intention to withdraw. The EU and its member countries have committed to a binding minimum target of a 40 per cent domestic reduction in greenhouse gas emissions from 1990 levels by 2030, as well as to renewable energy and energy-efficiency targets.

21. To continue efforts to combat illegal logging, the European Commission reported on 22 February 2017 that 27 EU member countries had complied with obligations in the EU Timber Regulation to appoint competent authorities, establish penalties for non-conformance, and start carrying out checks of operator compliance. The Russian Federation is also improving measures to reduce illegal logging. From July 2017 the Unified Federal Automated Information System (EGAIS) tracks domestic and foreign transport and trade of sawnwood.

22. There is continued policy action and growing interest in innovations in tall wood buildings. The US Green Building Council reported that 84 projects have registered to use the new pilot credit in the LEED green-building programme designed to address illegal wood and promote the use of verified-legal, responsible and certified wood in buildings.

23. There are increasing organizational commitments to combating deforestation. The principal aim of the New York Declaration on Forests, which was released at the UN Climate Summit in September 2014, is to halve natural forest loss by 2020 and end it by 2030. In September 2016, the Declaration had 190 endorsers comprising 40 governments, 20 subnational governments, fifty-seven multinational companies, sixteen groups representing indigenous communities, and 57 non-governmental organizations.

24. Significant and diverse opportunities exist for forests and forest products to provide environmental and societal benefits. In order to fully realize these goods and services, however, requires a supportive political and economic environment.

### **C. Forest product trade barriers affecting the ECE region**

25. Member States account for more than 60 per cent of the world trade in forest products. The region's share of world forest product exports has decreased steadily in the last decade however, losing market share to emerging economies.

26. Tariff and non-tariff measures restrict trade. In 2016, the cross-border trade in primary products (excluding roundwood) in the three ECE subregions, as measured by the share of imports in total consumption, ranged from 16 per cent (for paper and paperboard from North America) to 62 per cent (for paper and paperboard in Europe). The share of roundwood imports in total consumption was lower, ranging from negligible in the CIS to 13 per cent in Europe.

27. Overall, furniture, secondary products and panels have higher tariffs because they are seen as making bigger contributions to domestic economies through value-added processing and employment; roundwood, pulp and sawnwood have among the lowest tariffs.

28. The softwood lumber dispute between Canada and the US is probably the most visible trade-related dispute over forest products in the ECE region. One of the biggest elements in the allegation by the US Department of Commerce, and a basis for subsidy rates, is the issue of log export restrictions on Canada's government-owned forestlands countrywide, and notably on private lands in British Columbia.

29. The most noteworthy recent example of an export tariff related to forest products was in July 2007, when the Russian Federation raised its export tariff on roundwood exports from 6.5 per cent to 20 per cent, followed by an increase to 25 per cent in April 2008, a measure designed to stimulate domestic processing. The net result of the export tax was a steep reduction in Russian



log exports, with importers – namely China and Finland – having to look for alternate sources of logs.

30. Before the Russian Federation became a member of the World Trade Organization in 2012, it agreed to allow the tax to fall progressively to less than 10 per cent. The Russian Federation then implemented a tariff-related, species-specific quota system, which has trigger points beyond which exports attract higher tariffs. In Canada, British Columbia also has an export fee (“fee in lieu of manufacture”), whereby exporters who have permission to export must pay a fee based on the difference between domestic and export values. Currently, more than five other countries in the ECE region have introduced trade restrictions on log exports.

31. Non-tariff measures are generally defined as policy measures other than ordinary customs tariffs that can potentially have an economic effect on international trade by changing the quantities of goods traded, or their prices, or both. Non-tariff measures are prevalent among forest products because pathogens can easily be transported across borders; governments and consumers do not want to contribute to deforestation and illegal logging; and the protection of rural livelihoods often has a high policy profile.

32. In the ECE region, log export restrictions are perhaps the most discussed and debated of all trade measures. They are widely used within and outside the region, including by key trading partners of member States. The three biggest roundwood producers in the ECE region (Canada, the Russian Federation and the US) have log export restrictions; together, these countries account for about two-thirds of the region’s industrial roundwood harvest.

33. The cross-border trade of forest products is increasing. Tariffs are not particularly high in the ECE region for forest products originating in the region, but non-tariff measures are becoming increasingly important. Many are put in place for environmental reasons and to address legality, and others are used to protect domestic industries.

## **II. Summary of regional and subregional markets for key forest products**

### **A. Wood raw materials**

34. The total consumption of roundwood – comprising logs for industrial uses and fuel – in the ECE region was estimated at 1.3 billion m<sup>3</sup> in 2016, an increase of 1.7 per cent from 2015 and the fourth consecutive year of growth. The apparent consumption of logs for industrial purposes has trended upward in the past five years, reaching 1.1 billion m<sup>3</sup> in 2016, a 1.9 per cent increase over 2015 and 6.8 per cent higher than in 2012. Woodfuel consumption increased by 1.0 million m<sup>3</sup> in 2016, to 204.0 million m<sup>3</sup>.

35. Of the total roundwood harvested in the ECE region in 2016, about 15 per cent was used for fuel (204.0 million m<sup>3</sup>), a share that was unchanged from 2012. Europe accounted for almost 57 per cent of total woodfuel consumption in the ECE region in 2016. Estimates of roundwood volumes removed from forests for fuel are highly unreliable because few countries have consistent methods for collecting relevant data on this increasingly important end use; nevertheless, it is clear that a fairly large share of forest removals is used for energy purposes.

36. The ECE region is a net exporter of both softwood and hardwood logs, with total net exports of 24.1 million m<sup>3</sup> in 2016. The biggest shipments from countries in the ECE region were from the Russian Federation to China and Finland and from the US to Canada and China.

37. Sawlog costs for lumber producers declined faster in the past few years in Europe than in most other world regions. In Europe and the Russian Federation coniferous sawlog prices stabilized or increased in 2016-2017.

38. Sawlog prices have been relatively flat in the southern states of the US but have almost doubled in the western US since the lows of 2009. The biggest price increases (in local currency) in North America have been in western Canada, where average sawlog prices were 21 per cent higher in early 2017 than in the three previous years and 56 per cent higher than in early 2012. Sawlog values have trended slowly downward in eastern Canada.

39. Softwood-fibre costs have declined for pulp mills worldwide since 2011, and this trend continued in 2016 and early 2017.

40. The Committee and the Commission forecasts that removals of industrial roundwood are expected to increase in the ECE region at an annual rate of 1.7 per cent in 2017 and 0.8 per cent in 2018. The subregional breakdown is as follows: Europe showing an increase of 1.8 per cent in 2017 and a rise of 0.5 per cent in 2018; CIS is expected to increase 2.2 per cent in 2017 and then 2.1 per cent in 2018; and North America to increase 1.5 per cent in 2017 and then 0.5 per cent in 2018.

## **B. Sawn softwood**

41. In 2016, for the first time in about a decade, all the major sawn-softwood producing and consuming regions recorded increased demand and production. Total apparent consumption in the ECE region was 208.4 million m<sup>3</sup>, up by 4.8 per cent over 2015. The recovery in North America continued for the seventh consecutive year, with sawn softwood consumption increasing by 8 per cent in 2016. Sawn softwood consumption was up by 2.5 per cent in Europe, and the stabilization of economic conditions in the CIS enabled an increase in consumption of 0.9 per cent.

42. Sawn softwood production increased in North America by 4.7 per cent (+6.2 per cent in Canada and +3.4 per cent in the US) in 2016, in Europe by 2.7 per cent and in the CIS by 6.7 per cent. Total sawn softwood production in the ECE region was 250.4 million m<sup>3</sup> in 2016, up by 4.1 per cent compared with 2015.

43. European sawn softwood exports increased by 3.8 per cent (at a total volume of 49.5 million m<sup>3</sup>) in 2016, compared with only a 1.0 per cent gain in 2015. This increase is remarkable given that exports decreased by 10 per cent to North Africa and by 7 per cent to the Middle East. European sawn softwood exporters gained in other key markets, including China (+37 per cent), Japan (+15 per cent) and the US (+31 per cent, albeit from a small base).

44. Sawn softwood production in the Russian Federation increased by 6.7 per cent in 2016, to 34.3 million m<sup>3</sup>, and Russian sawn softwood exports increased by 7.9 per cent, to 24.9 million m<sup>3</sup>. These figures are in the process of being revised upwards.

45. US housing starts increased by 5.6 per cent in 2016, to 1.17 million units, and are expected to increase again in 2017, to about 1.25 million units.

46. There were no export duties on Canadian lumber exports to the US in 2016, and Canadian exports soared by 13.5 per cent. US sawnwood prices (in US dollars) gained 4 per cent in 2016 and were higher by 19 per cent in the first half of 2017. The US introduced countervailing export duties of 19.9 per cent on Canadian exports of sawn softwood to the US in late April 2017, and antidumping duties of 6.9 per cent were initiated in late June 2017. This was the main reason for higher sawnwood prices in the first half of 2017, although market conditions were also very good.

47. The countervailing and antidumping duties on Canadian lumber are preliminary, and final duties will be announced in early January 2018. The duties will change global sawnwood trade; with fewer Canadian exports to the US (and more European exports to the US), meaning more offshore exports from Canada, especially to Asia.

48. The Committee and the Commission forecasts that production of sawn softwood will increase in the ECE region at an annual rate of 2.2 per cent in 2017 and 0.6 per cent in 2018. The subregional breakdown is as follows: Europe with a gain of 2.2 per cent in 2017 and 0.7 per cent in 2018; CIS is expected to increase 4.3 per cent in 2017 and another 2.9 per cent in 2018; and North America will gain 1.6 per cent in 2017 and decline -0.4 per cent in 2018.

### C. Sawn hardwood

49. After five years of growth, the apparent consumption of sawn hardwood decreased by 1.2 per cent in the ECE region in 2016, to 35.4 million m<sup>3</sup>. Falling consumption in North America in 2016 was offset only partly by a slight rise in consumption in Europe and the CIS.

50. Sawn hardwood production was flat in the ECE region in 2016, at 41.2 million m<sup>3</sup>. Production was stable in Europe, and a fall in North America was offset by an increase in the CIS.

51. After two years of growth, sawn hardwood imports decreased by 0.6 per cent in the ECE region in 2016, to 6.5 million m<sup>3</sup>. Countries in the ECE region exported 12.3 million m<sup>3</sup> of sawn hardwood in 2016, up by 3.4 per cent compared with 2015.

52. There has been strong demand for European oak, including demand from China. Prices increased for European oak in 2016 and the first half of 2017. This was driven by the relative weakness of the euro against the dollar, which encouraged exports from Europe and increased prices for imported American oak.

53. Russian hardwood regulations led to a 6 per cent increase in sawn hardwood exports from the Russian Federation in 2016, to 1.46 million m<sup>3</sup>. Exports to China were 1.27 million m<sup>3</sup>, an increase of 9 per cent over 2015. This was the largest quantity of Russian sawn hardwood ever shipped to China.

54. China accounted for 51 per cent of US sawn hardwood exports in 2016, Canada for 13 per cent, Southeast Asia for 12 per cent, Europe for 9 per cent and Mexico for 8 per cent. The US imported 356,000 m<sup>3</sup> of sawn hardwood from Canada in 2016, down by 2 per cent compared with 2015. Canada imported 521,000 m<sup>3</sup> of sawn hardwood from the US in 2016, down by 0.7 per cent.

55. The Committee and the Commission forecasts that production of sawn hardwood will decline in the ECE region at an annual rate of -0.3 per cent in 2017 and then rise slightly by 0.6 per cent in 2018. The subregional breakdown is as follows: Europe is expected to gain 0.2 per cent in 2017 and 0.5 per cent in 2018; CIS increases 2.7 per cent in 2017 and 2.8 per cent in 2018; and North America with an expected decrease of 1.0 per cent in 2017 and an increase of 0.3 per cent in 2018.

### D. Wood-based panels

56. Trends in the production and consumption of wood-based panels were mixed in 2016, although they generally showed continued growth across the ECE region.

57. Growth in the production and consumption of wood-based panels in Europe was somewhat slower in 2016 than in 2015. Both the plywood and oriented strand board (OSB) subsectors rebounded strongly, with production increasing by 5.3 per cent and 9.6 per cent, respectively. Particle board production was stagnant for the second consecutive year, increasing by just 0.5 per cent in 2016.

58. The production of wood-based panels increased by 8.4 per cent in the CIS in 2016, with an even stronger increase in exports. The resultant apparent consumption of wood-based panels in the CIS subregion decreased slightly (-0.6 per cent) in 2016 compared with 2015. There were

large production increases in the OSB (+32 per cent) and fibreboard (+12.2 per cent) subsectors in the CIS as new plants continued to expand production and exports began to take off.

59. The market for wood-based panels in North America increased by 3.4 per cent in 2016 (the same rate as in 2015). Wood-based panel production was mixed in the subregion, with particle board production declining by 2.2 per cent and plywood and fibreboard remaining stable (at +1.6 per cent and +0.3 per cent, respectively). In contrast, OSB production in North America jumped by 7.5 per cent in 2016.

60. In all three subregions, the trade (both imports and exports) of wood-based panels increased in 2016. Europe had a slight trade surplus; the CIS has a substantial trade surplus; and North America has a substantial trade deficit, notably the result of US imports of plywood from China, which now account for about half of all plywood imports into the US.

61. The Committee and the Commission forecasts that production of wood-based panels will increase in the ECE region at an annual rate of 0.9 per cent in 2017 and by 1.3 per cent in 2018. The subregional breakdown is as follows: Europe will grow 0.5 per cent in 2017 and 1.3 per cent in 2018; CIS should increase by 3.1 per cent in 2017 and 4.3 per cent in 2018; and North America is forecast to grow 1.2 per cent in 2017 and 1.4 per cent in 2018.

## **E. Paper, paperboard and woodpulp**

62. Paper and paperboard production increased in Europe and the CIS in 2016 but declined in North America. Production of paper and paperboard edged 0.1 per cent higher in Europe, increased by 5.5 per cent in the CIS, and dropped by 0.8 per cent in North America.

63. The industry was again challenged due to overcapacity in graphic papers and chemical woodpulp throughout the ECE region. Capacity closures and conversions (e.g. to packaging-grade paper) in the graphic-paper segment continued in Europe and North America as prices remained under pressure. Production and apparent consumption of sanitary and household papers, along with packaging grades, were stronger in 2016 than in 2015. Packaging-paper production was generally higher in the ECE region, aided by stronger apparent consumption in Europe and the CIS. Woodpulp production was stronger across the ECE region in 2016 due to growth in the apparent consumption of packaging and tissue, as well as in exports.

64. Chemical market woodpulp capacity continued to expand, primarily in low-cost regions outside the ECE region. Prices for chemical pulps were challenging in mid-2016 but began to improve thereafter as a result of stronger Chinese imports and a series of unplanned outages that caused a curtailment of supply. Prices improved in all global markets in early- to mid-2017, despite a series of planned capacity additions that will mainly begin to enter the market in the second half of the year.

65. China's economic output continued to hover around 7 per cent in 2016, as it had done in the previous four years, despite government policies aimed at combating lethargic domestic consumption and exports. Economic and social reforms – including looser credit markets – implemented in 2014, 2015 and 2016 have resulted in modest growth; however, excess manufacturing capacity and weak exports (negatively affected by lacklustre global economic growth) continued in 2016 and early 2017.

66. The on-going growth of electronic communication continues to play a major role in the evolution of the pulp and paper segments, while paperboard has benefited from increased online shopping. The rationalization of capacity through the closure and conversion of high-cost mills continues in the pulp, paper and paperboard segments; low-cost chemical woodpulp, tissue and packaging capacities continue to be added, however.

67. In the pulp sector, the expansion of bleached hardwood craft capacity in South America and Asia continued to be the most important factor by far influencing the market in 2016 and the first half of 2017.

68. The Committee and the Commission forecasts that production of paper and board will increase in the ECE region at an annual rate of 0.8 per cent in 2017 and decline by - 0.4 per cent in 2018. The subregional breakdown is as follows: Europe is gaining 1.0 per cent in 2017 and is expected to gain a further 0.5 per cent in 2018; the CIS is forecast to gain 0.5 per cent in 2017 and gain 0.5 per cent in 2018; and North America is expected to increase by 0.5 per cent in 2017 and decline by 1.6 per cent in 2018.

## **F. Wood energy**

69. Wood energy markets in the ECE region are being significantly affected by public policies, weather fluctuations and changes in production capacity, particularly for wood pellets.

70. The most recent available data show that the primary production of “solid biofuels (excluding charcoal)” in the EU28 grew by 6 per cent in 2015 compared with 2014, to about 3,829 petajoules (PJ). Wood pellet consumption reached 22.3 million tonnes in the European subregion in 2016, a 6.6 per cent increase over 2015. Wood pellet production increased by 2.5 per cent and imports grew by 4.4 per cent.

71. Demand for wood energy is increasing in the CIS as the consumption of wood fuels grows in the subregion and among neighbouring countries. Wood energy consumption increased in the CIS in 2016 but at a slower pace than in 2015. Total wood pellet production in the CIS increased by 2 per cent in 2016, reaching 2 million tonnes. Half the production was in the Russian Federation, which surpassed 1 million tonnes in 2016.

72. The total production of wood pellets in North America was about 9.2 million tonnes in 2016, up by 6.7 per cent over 2015. Canada consumed about 536 PJ of wood energy in 2016, which was 1 per cent less than in 2015; of this, 225 PJ was derived from solid wood waste, 273 PJ from spent pulping liquor, about 30 PJ from fuelwood and 9.0 PJ from wood pellets. Wood energy consumption accounted for about 4.5 per cent of Canada’s total primary energy supply in 2016. The US consumed 2,066 PJ of wood energy in 2016, down by about 6 per cent from 2015.

73. Prices for wood pellets traded across the Atlantic show an overall declining trend, possibly reflecting ample supply as well as demand that has not grown at expected rates (except in the UK). Nonetheless, the share of solid-biofuel (excluding charcoal) imports in the EU28’s primary production has grown threefold since 2005. North American wood pellet exports to the EU28 reached 6.6 million tonnes in 2016.

74. The Dutch “stimulation of sustainable energy production incentive scheme” – an incentive scheme for the production of renewable energy in the Netherlands – might spur a new market for utility wood pellets in the EU28.

75. Changes in public policy remain one of the largest sources of uncertainty in wood energy markets. The planned withdrawal of the UK from the EU could affect the role played by wood pellets in the UK’s renewable energy portfolio, thereby affecting trade.

76. The announcement by the US of its intention to withdraw from the Paris Agreement on climate change and to begin negotiations either to re-enter the agreement or on a new agreement could affect US domestic wood energy consumption and pellet exports to the EU.

77. The proposal for a revised Directive of the European Parliament and of the Council on the Promotion of the Use of Energy from Renewable Sources could affect the eligibility of biomass sourcing and the establishment of risk assessments, with uncertain consequences for established interregional supply chains.

78. The Committee and the Commission forecasts that production of wood pellets will increase in the ECE region at an annual rate of 9.8 per cent in 2017 and 4.7 per cent in 2018. The subregional breakdown is as follows: Europe is forecast to increase by 10.5 per cent in 2017 and a further 3.4 per cent in 2018; CIS is expected to increase 9.3 per cent in 2017 and 6.8 per cent in 2018; and North America is estimated to increase 8.6 per cent in 2017 and then 6.4 per cent in 2018.

## **G. Value-added wood products**

79. Global furniture production was worth \$420 billion in 2016, up moderately from 2015. The value of global furniture trade was estimated at \$140 billion, with France, Germany, the UK and the US the largest import markets.

80. Furniture has become a large global trade flow as the industry has globalized and production has moved to lower-cost countries. China is now the world's largest furniture producer and exporter. In the ECE region, Poland's furniture production increased by more than 10 per cent.

81. Furniture companies in the ECE region are looking for ways to expand furniture production in their home countries, exploring design, service and custom-made concepts, such as integrated electronic features, as ways of competing with imported Asian furniture. The furniture giant IKEA was the largest single buyer of wood in Europe in 2015, consuming 16.2 million m<sup>3</sup> of solid-wood equivalent and an estimated 3.8 million m<sup>3</sup> of paper and paperboard for packaging.

82. The market for builder's joinery and carpentry products has developed strongly in the US in the last five years. This market is expected to continue developing in North America as housing markets strengthen (the value of imports of builder's joinery and carpentry products in the US alone now exceeds \$2.1 billion per year). In contrast, there has been no significant change in import volumes in the last several years in the largest European countries.

83. Profiled-wood imports to the US declined in 2016, despite the strengthening housing market. Profiled-wood markets in Europe, serviced mainly by European producers, also declined slightly in 2016.

84. North American production of glulam, wooden I-beams and laminated veneer lumber made consistent gains in the period from 2010 to 2017 (forecast), mainly the result of increased new housing construction. Glulam data are unavailable for Europe, but there has been significant growth in production in Austria, the subregion's largest producer; Italy is the largest consumer. Europe provides the majority of Japan's 771,000 m<sup>3</sup> of imports of glulam (and cross-laminated timber), with Finland, Romania, Austria, Estonia and Sweden (in descending order, by volume) the biggest suppliers.

85. Cross-laminated timber production is still largely concentrated in Europe. The DACH countries (Germany, Austria and Switzerland) accounted for about 80 per cent of global production in 2015 (Austria alone produced about 60 per cent). European production was estimated at 680 thousand m<sup>3</sup> in 2016, and this is forecast to increase to about 1.25 million m<sup>3</sup> by 2020. New production facilities are either completed (Latvia has two newer facilities) or in the planning stages. Despite hype around the use of cross-laminated timber in the construction of tall wooden structures, small and medium-sized buildings are still the focus of most producers in Europe.

86. Cross-laminated timber has become increasingly popular in North America, echoing the long-established trend in Europe. Production in North America, which, to date, has been oriented more towards platforms used in mining and the oil industry, is expected to increase significantly in coming years, with greater use in the building sector. Five cross-laminated timber plants are in operation in North America (three in Canada and two in the US). It is estimated that the potential market for cross-laminated timber in the US alone could be 2 million - 6 million m<sup>3</sup>, far outstripping the entire current global supply.

## H. Housing

87. Housing markets in the Europe and North America have partially recovered from the 2008-2009 global financial crisis. However, housing construction and sales have not yet attained their historical averages. GDP forecasts for many advanced economies in the ECE region suggest that housing construction and sales in 2017 and beyond might be at similar levels to those reported in the past few years.

88. In the US, housing construction and sales have increased from the lows of 2009, but aggregate new single-family housing construction remains below its historical average. All subsectors of the US housing market increased in 2016. Beginner or starter housing remains subdued, and the quantity of dwellings constructed is insufficient to meet increasing demands due to population growth. Residential investment accounted for 6.1 per cent of US GDP in 2005 but for only 3.8 per cent in 2016, a sign that the new-housing construction market has additional opportunity to grow. The Canadian housing sector remains stable. However, there is growing concern about rapidly escalating housing prices in Vancouver and in the greater Toronto area.

89. The Russian Federation experienced a decline (of nearly 3.4 per cent) in commissioned houses in 2016, to 1.15 million units. Overall, 79.3 million m<sup>2</sup> of floor space was put in place, a decrease of 6.7 per cent compared with 2015. A Government programme on wooden housing construction is currently being developed.

90. Euro-area construction increased by 7.1 per cent between February 2016 and February 2017, due primarily to improvements in the building construction and civil engineering sectors. Residential remodelling was the largest component (about 58 per cent) of euro-area residential construction expenditures in 2016, although new residential construction is forecast to increase at higher rates than remodelling to 2019. New residential spending (new residential construction + residential renovation) is forecast to increase by 8.0 per cent from 2016 to 2019, with civil engineering construction increasing by 9.4 per cent and non-residential construction by 5.4 per cent (euro basis). There will be robust demand in Europe in the near term due to revived consumer confidence, increasing household incomes, demographic growth, and the housing needs of asylum seekers.

## Annexe IV

**a) Recommandations adressées par la Commission européenne des forêts au Comité des forêts de la FAO** (questions à examiner en vue de leur inscription éventuelle à l'ordre du jour)

<i>Questions prioritaires que le Comité des forêts de la FAO doit examiner</i>	<i>Résultats attendus (information/débat/décision)</i>	<i>Activités de suivi que le Comité des forêts et la FAO pourraient mener</i>	<i>Référence à d'autres recommandations formulées par la Commission européenne des forêts</i>
Les forêts et les ODD	Débat/décision		Commission des forêts pour l'Amérique du Nord, Commission des forêts pour l'Amérique latine et les Caraïbes
Intégration systématique de la biodiversité	Débat/décision		Commission des forêts pour l'Amérique du Nord
Les forêts et la sécurité alimentaire (y compris l'agroforesterie, les produits forestiers non ligneux, etc.)	Débat/décision		Commission des forêts pour l'Amérique du Nord, Comité de la sécurité alimentaire mondiale
La santé des forêts et les espèces envahissantes (y compris les organismes nuisibles)	Débat/décision		
Les forêts boréales et les forêts tempérées	Débat/décision		Demande du Comité des forêts de la FAO
Les jeunes, l'éducation et l'emploi	Débat/décision		
Promotion de l'application du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030), qui définit et met en œuvre les contributions volontaires des pays	Débat/décision		
Ensemble mondial de critères et d'indicateurs	Débat/décision		Commission des forêts pour l'Amérique du Nord
Gestion durable des forêts dans le contexte du changement climatique	Débat/décision		



<i>Questions prioritaires que le Comité des forêts de la FAO doit examiner</i>	<i>Résultats attendus (information/débat/décision)</i>	<i>Activités de suivi que le Comité des forêts et la FAO pourraient mener</i>	<i>Référence à d'autres recommandations formulées par la Commission européenne des forêts</i>
Questions relatives à l'utilisation intégrée des terres et aux forêts dans un environnement en mutation, dans le contexte de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et du secteur forestier	Débat/décision		
Foresterie urbaine	Débat/décision		Commission des forêts pour l'Amérique du Nord
Protection contre les incendies	Débat/décision		Commission des forêts pour l'Amérique du Nord
Possibilités de financement pour les travaux relatifs aux forêts	Débat/décision		

**b) Recommandations adressées par la Commission européenne des forêts à la Conférence régionale pour l'Europe**

<i>Questions prioritaires que la Conférence régionale doit examiner</i>	<i>Résultats attendus (information/débat/décision)</i>	<i>Activités complémentaires éventuelles de la FAO</i>
Examiner le rapport de la trente-neuvième session de la Commission sous la forme d'un point distinct de l'ordre du jour (point permanent)	Information/débat/décision	
Tenir compte des recommandations de la Commission à l'heure de débattre des initiatives régionales actuelles et futures et du programme de travail et budget	Débat/décision	
Envoyer des invitations aux ministères des forêts afin de les appeler à participer aux sessions de la Conférence régionale pour l'Europe et désigner des points focaux chargés de la Conférence régionale pour l'Europe	Décision	
Débat sur la mise en œuvre du Programme 2030, des ODD et du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) dans une perspective régionale	Information/débat	

**c) Recommandations de la commission régionale des forêts concernant le programme de travail de la FAO dans le domaine des forêts en lien avec l'ordre du jour de la session en cours**

<i>Domaine/mesure concernant le programme de travail de la FAO</i>	<i>Priorité (haute, moyenne, faible, mise en retrait)</i>	<i>Type (nouveau, existant)</i>	<i>Niveau auquel les mesures doivent être prises (sous-régional/ régional/mondial)</i>	<i>Objectif stratégique (1-5)</i>
<b>Contexte mondial et régional:</b> La Commission européenne des forêts a recommandé à la CEE et à la FAO, dans le cadre de leur mandat, de:				
1. Continuer à fournir un appui aux pays pour la mise en œuvre des ODD et du Programme 2030 dans la mesure où ils sont liés aux forêts, ainsi que du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030), en coopération avec les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts		Existant	Mondial, régional	OS 1-OS 5
2. Tenir les États membres et les autres parties prenantes informés de l'évolution des politiques forestières mondiales et régionales, en s'appuyant également sur les éventuels apports du réseau CEE/FAO de spécialistes des politiques forestières, et contribuer à la réalisation des ODD ainsi qu'à la mise en œuvre et au processus d'examen du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030)		Existant	Mondial, régional	OS 1-OS 5
3. Poursuivre le suivi des forêts et les travaux prospectifs dans la région		Existant	Régional	OS 2-OS 4
<b>Évaluation des ressources forestières mondiales 2020:</b> La Commission européenne des forêts a recommandé à la FAO de:				
4. Continuer à appuyer l'élaboration de la notion d'ensemble mondial essentiel et à contribuer à la collecte de données aux fins des indicateurs pertinents au regard de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2020		Existant	Mondial, régional	OS 2, OS 4

<i>Domaine/mesure concernant le programme de travail de la FAO</i>	<i>Priorité (haute, moyenne, faible, mise en retrait)</i>	<i>Type (nouveau, existant)</i>	<i>Niveau auquel les mesures doivent être prises (sous-régional/ régional/ mondial)</i>	<i>Objectif stratégique (1-5)</i>
5. Poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre de la nouvelle plateforme en ligne de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2020 afin de permettre la remise de contributions volontaires annuelles à l'occasion de manifestations, des examens et des rapports annuels sur les indicateurs 15.1.1 et 15.2.1 des ODD		Existant	Mondial, régional	OS 2, OS 4
6. Renforcer encore davantage le Questionnaire collaboratif sur les ressources forestières et envisager des possibilités de l'élargir au moyen de critères et d'indicateurs régionaux		Existant	Mondial, régional	OS 2, OS 4
7. Mettre à disposition les ensembles de données spécifiques aux pays qui sont obtenus par télédétection afin qu'ils soient validés au niveau national et fournir les outils et l'appui nécessaires à l'analyse et à la gestion des données		Existant	Mondial, régional	OS 2, OS 4
8. Commencer les activités de renforcement des capacités aux fins de l'Évaluation des ressources forestières mondiales 2020 en ce qui concerne les méthodes de télédétection et l'infrastructure nationale relative aux données spatiales		Existant	Mondial, régional	OS 2, OS 4
<b>Évaluation des ressources forestières mondiales 2020:</b> La Commission européenne des forêts a recommandé à la FAO et à la CEE de:				
9. Continuer à travailler avec Forest Europe en vue de mettre en œuvre la collecte conjointe CEE/FAO/Forest Europe de données sur les forêts et la gestion durable des forêts et de coordonner ces activités avec la transmission de données au niveau mondial, dans la mesure du possible et de manière rentable		Existant	Régional	OS 2, OS 4

<i>Domaine/mesure concernant le programme de travail de la FAO</i>	<i>Priorité (haute, moyenne, faible, mise en retrait)</i>	<i>Type (nouveau, existant)</i>	<i>Niveau auquel les mesures doivent être prises (sous-régional/ régional/ mondial)</i>	<i>Objectif stratégique (1-5)</i>
10. Réviser la collecte conjointe de données afin, entre autres, de clarifier la manière dont il convient de faire référence à ces informations dans les publications de tiers		Existant	Régional	OS 2, OS 4
<b><u>Programme de travail intégré de Varsovie (2018-2021):</u></b>				
11. Prêter un appui à la mise en œuvre du Programme de travail intégré dans le cadre de son mandat		Existant	Régional	OS 2, OS 4
<b><u>Suite donnée aux décisions prises à la trente-huitième session de la Commission:</u></b> La FAO doit:				
12. Intégrer des activités liées à l'adaptation dans les travaux sur le changement climatique, en soulignant l'importance de l'approche selon laquelle il n'y a «pas d'atténuation sans adaptation»		Existant	Tous	OS 2, OS 4
13. Renouveler la collaboration avec le Groupe consultatif sur la connaissance des forêts, afin de fournir des indications visant à moderniser les initiatives éducatives relatives aux forêts		Existant	Tous	OS 2, OS 4
<b><u>Activités du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale dans le domaine des forêts:</u></b> La FAO doit:				
14. Rédiger un document d'information sur les activités régionales aux fins de la prochaine session de la Commission, y compris la création d'une plateforme d'information en ligne sur les activités de projet		Nouveau	Régional	OS 2, OS 4
15. Encourager une participation plus large des différentes parties prenantes, en particulier celles issues du secteur forestier, au processus de programmation par pays de la FAO		Nouveau	Régional, national	OS 2, OS 4
16. Aider les pays à élaborer des stratégies et des mesures visant à prévenir les maladies et l'action des organismes nuisibles transfrontières des forêts et à		Existant	Régional, national	OS 2, OS 5

<i>Domaine/mesure concernant le programme de travail de la FAO</i>	<i>Priorité (haute, moyenne, faible, mise en retrait)</i>	<i>Type (nouveau, existant)</i>	<i>Niveau auquel les mesures doivent être prises (sous-régional/ régional/ mondial)</i>	<i>Objectif stratégique (1-5)</i>
lutter contre ces problèmes, ce qui permet d'accroître la vitalité des forêts dans le contexte du changement climatique				
<b><u>Réseau Europe et Asie centrale sur les espèces envahissantes des forêts:</u></b> La FAO doit:				
17. Continuer à appuyer la création et le fonctionnement de la plateforme du Réseau Europe et Asie centrale sur les espèces envahissantes des forêts et la mise en œuvre de ses activités		Nouveau	Régional	OS 2, OS 5
18. Faciliter les activités du Réseau Europe et Asie centrale sur les espèces envahissantes des forêts en matière d'établissement de liens et de coopération avec le Réseau européen d'information sur les espèces exotiques, qui relève du Centre commun de recherche de la Commission européenne, et avec d'autres initiatives européennes		Nouveau	Régional	OS 2, OS 5
19. Entreprendre des travaux transversaux et interdépartementaux, notamment dans le cadre des principaux axes de travail et/ou des initiatives régionales du Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale pertinents, définis dans le Cadre stratégique de la FAO		Nouveau	Régional	OS 2, OS 5
20. Appuyer les mesures transversales relatives à la protection des végétaux, afin de contribuer à la conservation de la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets, ainsi qu'à la préservation et à l'utilisation durable des ressources naturelles		Nouveau	Régional	OS 2, OS 5
21. Contribuer aux efforts des pays visant à planifier et à mettre en œuvre des activités dans le cadre de la plateforme, notamment au moyen de la formation et		Nouveau	Régional	OS 2, OS 5

Domaine/mesure concernant le programme de travail de la FAO	Priorité (haute, moyenne, faible, mise en retrait)	Type (nouveau, existant)	Niveau auquel les mesures doivent être prises (sous-régional/ régional/ mondial)	Objectif stratégique (1-5)
du renforcement des capacités				
22. Prêter une assistance technique à la lutte contre les organismes nuisibles des forêts, qui ne sont pas nécessairement considérés comme des espèces envahissantes		Nouveau	Régional	OS 2, OS 5
<b><u>Travaux sur la restauration des forêts et des paysages dans le contexte du changement climatique dans la région:</u></b> La FAO doit:				
23. Soutenir les pays dans leurs efforts visant à planifier et à mettre en œuvre des activités relatives à la restauration des forêts et autres terres dégradées, en particulier dans le cadre du Mécanisme de restauration des forêts et des paysages, y compris des stratégies et des plans d'action nationaux, mais aussi dans le cadre d'une éventuelle initiative européenne sur la restauration des forêts et des paysages		Existant	Tous	OS 2, OS 5
24. Aider les pays à formuler des définitions cohérentes de la notion de «forêt dégradée» au regard de la Convention sur la diversité biologique et des objectifs d'Aichi		Existant	Tous	OS 2, OS 5
25. Renforcer la coopération avec les partenaires régionaux, afin de promouvoir la restauration des terres dégradées, en particulier en participant directement aux partenariats et initiatives mondiaux, comme le Partenariat mondial sur la restauration des forêts et des paysages, le Réseau international de forêts modèles et l'initiative Des paysages pour les gens, l'alimentation et la nature, ou en travaillant avec les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts		Existant	Tous	OS 2, OS 5

<i>Domaine/mesure concernant le programme de travail de la FAO</i>	<i>Priorité (haute, moyenne, faible, mise en retrait)</i>	<i>Type (nouveau, existant)</i>	<i>Niveau auquel les mesures doivent être prises (sous-régional/ régional/mondial)</i>	<i>Objectif stratégique (1-5)</i>
26. Entreprendre des travaux transversaux et interdépartementaux à l'appui des approches relatives aux paysages		Existant	Tous	OS 2, OS 5
27. Rechercher la participation active de fournisseurs de ressources multilatéraux, bilatéraux et du secteur privé, y compris le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds vert pour le climat et les banques régionales et multilatérales de développement, afin de pouvoir aider davantage les États membres dans le domaine de la restauration des forêts et des paysages		Existant	Tous	OS 2, OS 5
<b><u>Progrès de <i>Silva Mediterranea</i>:</u></b>				
28. A encouragé l'élaboration d'activités de restauration des forêts et des paysages dans la région méditerranéenne		Existant	Régional, national	OS 2, OS 5
29. Renforcement des activités de la FAO sur les forêts boréales et les forêts tempérées. La FAO doit:				
30. Envisager de coopérer plus activement avec les mécanismes existants plutôt que de créer une plateforme supplémentaire, et ces mécanismes sont encouragés à essayer de collaborer davantage avec la FAO et la CEE, le cas échéant		Nouveau	Mondial, régional	OS 2
31. Continuer à renforcer son appui normatif, opérationnel et informatif aux États membres de la région Europe et Asie centrale en ce qui concerne les forêts boréales et les forêts tempérées		Nouveau	Mondial, régional	OS 2

Domaine/mesure concernant le programme de travail de la FAO	Priorité (haute, moyenne, faible, mise en retrait)	Type (nouveau, existant)	Niveau auquel les mesures doivent être prises (sous-régional/ régional/mondial)	Objectif stratégique (1-5)
<b><u>Contribution des travaux de la FAO dans le domaine des forêts à la concrétisation des ODD dans le cadre des initiatives régionales du Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale:</u></b> La FAO doit:				
32. Renforcer l'intégration des programmes spécifiquement dédiés aux forêts (notamment le Mécanisme forêts et paysans, la restauration des forêts et des paysages, les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, les travaux sur l'agroforesterie et la foresterie urbaine) et d'autres activités opérationnelles relatives aux forêts dans les initiatives régionales futures et existantes du Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale, en tenant compte des rôles multifonctionnels des forêts		Nouveau	Régional, national	OS 2, OS 4, OS 5
33. Continuer à aider les pays, à leur demande, à gérer les ressources naturelles, notamment les forêts, grâce à l'harmonisation et au renforcement des politiques nationales, du financement, des mesures d'incitation, des taxes, ainsi que des mesures et des cadres de gouvernance, notamment des réglementations, des normes et des activités de suivi relatives aux pratiques et aux interventions en matière de gestion des forêts, et de contribuer au renforcement des capacités à cet égard		Nouveau	Régional, national	OS 2, OS 4, OS 5
34. Fournir des outils d'évaluation, des méthodes et des données (Système d'information géographique et cartographie notamment) permettant d'évaluer les incidences du changement climatique, et de participer à la définition des options en matière de politiques et		Nouveau	Régional, national	OS 2, OS 4, OS 5



<i>Domaine/mesure concernant le programme de travail de la FAO</i>	<i>Priorité (haute, moyenne, faible, mise en retrait)</i>	<i>Type (nouveau, existant)</i>	<i>Niveau auquel les mesures doivent être prises (sous-régional/ régional/mondial)</i>	<i>Objectif stratégique (1-5)</i>
d'investissement et à la gestion et à la planification fondées sur des éléments concrets des ressources forestières				
<b><u>Étude du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale sur la gestion durable des forêts au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition:</u></b> La FAO doit:				
35. Aider les pays à renforcer les contributions des forêts et des arbres à la sécurité alimentaire et à la nutrition, en particulier ceux qui en ont le plus besoin		Existant	Tous	OS 1-OS 5
36. Soutenir et promouvoir le rôle des femmes dans le secteur forestier et la sécurité alimentaire		Existant	Tous	OS 1-OS 5
37. Identifier, documenter et diffuser les meilleures pratiques en matière d'intégration de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans la gestion des forêts.		Existant	Tous	OS 1-OS 5
38. Élaborer des directives pour l'intégration des objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition dans les politiques forestières et dans les politiques relatives à des secteurs connexes, ainsi que dans les politiques et les pratiques de gestion des forêts		Existant	Tous	OS 1-OS 5
<b>Contribution de la FAO au processus mondial:</b> La FAO doit:				
39. Aider les pays à renforcer leur capacité d'assurer le suivi des indicateurs des ODD relatifs aux forêts et à conforter les contributions plus générales des forêts aux ODD		Existant	Tous	OS 1-OS 5

Domaine/mesure concernant le programme de travail de la FAO	Priorité (haute, moyenne, faible, mise en retrait)	Type (nouveau, existant)	Niveau auquel les mesures doivent être prises (sous-régional/ régional/mondial)	Objectif stratégique (1-5)
40. Continuer à contribuer au Programme d'action mondiale pour le climat et de promouvoir les initiatives, projets et programmes liés aux forêts à la COP23 ainsi qu'aider les pays à élaborer leurs propositions en lien avec les forêts et les autres utilisations des terres à destination du Fonds vert pour le climat		Existant	Tous	OS 1-OS 5
41. Informer le Comité des forêts à propos des plans et des progrès réalisés dans l'établissement de la plateforme en faveur de l'intégration de la biodiversité, ainsi que sur les activités de la FAO relatives à la promotion de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique des forêts		Existant	Tous	OS 1-OS 5
42. Contribuer à ce que le rôle des forêts soit dûment inclus dans les stratégies de la Convention sur la diversité biologique au-delà de 2020		Existant	Tous	OS 1-OS 5
43. Réfléchir à la manière et aux moyens de contribuer à renforcer la contribution du secteur forestier à l'intégration de la biodiversité		Existant	Tous	OS 1-OS 5
44. Contribuer aux activités du Forum des Nations Unies sur les forêts, notamment par des travaux d'analyse, comme la <i>Situation des forêts du monde</i> et l'Évaluation des ressources forestières mondiales, et aider les pays, à leur demande, à élaborer des contributions nationales volontaires		Existant	Tous	OS 1-OS 5

<i>Domaine/mesure concernant le programme de travail de la FAO</i>	<i>Priorité (haute, moyenne, faible, mise en retrait)</i>	<i>Type (nouveau, existant)</i>	<i>Niveau auquel les mesures doivent être prises (sous-régional/ régional/ mondial)</i>	<i>Objectif stratégique (1-5)</i>
45. Renforcer son rôle de chef de file au sein du Partenariat de collaboration sur les forêts et chercher à renforcer l'appui à la mise en œuvre du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030), notamment en présentant le plan de travail du Partenariat de collaboration sur les forêts et la recommandation en faveur d'un ensemble mondial d'indicateurs de base sur les forêts à la treizième session du Forum des Nations Unies sur les forêts et au Comité des forêts en 2018		Existant	Tous	OS 1-OS 5